

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste (page 3)
- Comment interpréter l'effondrement du PIB français ? (page 8)
- La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique » (page 13)
- La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française (page 16)
- Les évènements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social (page 21)
- Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016 (page 36)
- Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934 (page 46)
- Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé » (page 52)

JUILLET 2020

4

La parution du quatrième numéro de **Crise**, au mois de juillet 2020 - est contemporaine d'une tentative de redémarrage en force des économies capitalistes d'Europe occidentale, alors que le Covid-19 continue de se répandre dans le monde et de faire menacer son retour dans les pays où il a été réduit à quelques poches au moyen du confinement. L'exemple le plus marquant d'un tel redémarrage forcé est la France, avec un nouveau premier ministre qui avait auparavant géré le déconfinement et qui a été nommé dans le cadre d'un large remaniement gouvernemental. Le premier ministre s'est empressé de préciser qu'un futur confinement serait « ciblé » et le ministre de l'Intérieur de prendre comme responsable du cabinet un ancien dirigeant des services secrets. L'État français centralise et militarise, a contrario d'un État belge en perte. Malgré la crise sanitaire, il est même toujours sous la coupe d'un gouvernement de coalition ultra-minoritaire, une majorité étant totalement introuvable.

ÉDITORIAL

Cela montre les différences d'expression de la seconde crise générale du capitalisme qui s'est ouverte en 2020, avec toujours cette oscillation, en tout cas, entre centralisation et militarisme d'un côté, dilution et instabilité de l'autre. Il est en tout cas absolument certain pour la bourgeoisie que les temps vont être rudes et le prolétariat, paralysé car encastré dans le capitalisme, va devoir se mettre à jour et atteindre rapidement un haut niveau s'il ne veut pas se faire martyriser. **Crise** est là comme outil pour l'avant-garde, afin de contribuer à élever le niveau de conscience et d'organisation, pour réussir à ancrer les principes qui permettront une mobilisation révolutionnaire authentique recomposant le tissu prolétarien, réaffirmant la proposition stratégique communiste.

Nous encourageons à suivre les sites :

centremlm.be

materialisme-dialectique.com

10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste

Le principe des signes annonciateurs est connu ; la science est très peu avancée à ce niveau, mais on sait qu'il y en a pour les migraines, pour les séismes, pour les accouchements, etc. La raison qui fait que la science souffre en ce domaine est qu'elle s'appuie le principe cause-conséquence et qu'elle ne comprend pas qu'une « conséquence » peut se produire avant sa « cause ».

Les interrelations dialectiques sont extrêmement nombreuses, leurs rapports sont si puissants qu'il n'est pas possible de saisir les choses de manière linéaire. Il ne s'agit pas d'une ligne droite et ce n'est pas parce que la crise générale du mode de production capitaliste éclate avec le covid-19 que ce qui va avec n'apparaît pas « avant » celle-ci, tout en étant celle-ci.

Il faut raisonner ici en termes de cascade, de vague, de marée, en ayant en tête que le mouvement commence de manière interne et entraîne ensuite le reste, les différents autres aspects.

Il est pour cette raison très important de procéder à la recherche des phénomènes relevant de la crise générale du mode de production capitaliste, mais qui se sont produits « avant » son irruption en tant que tel. Ce n'est qu'ainsi qu'on est en mesure de cerner la crise générale.

Les dix critères dans le cadre de l'Internationale Communiste

Pour procéder à cela, on peut essayer de distinguer les phénomènes généraux de la (première) crise générale. Eugen Varga, dans *La période de déclin du capitalisme*, publié en 1922 dans le cadre de l'Internationale Communiste, fournit dix critères, que voici :

1. L'étalement géographique du mode de production capitaliste se réduit en raison de l'apparition de pays socialistes.
2. Dans les pays capitalistes il y a des tendances à un retour aux formes économiques pré-capitalistes.
3. La division internationale du travail se réduit, le caractère relativement unifié de la production au niveau international est ébranlé.
4. La valeur de la monnaie vacille, la parité-or est remplacée par la planche à billets.
5. L'accumulation du capital cède la place à une désaccumulation.
6. La production se réduit.
7. Le système de crédit s'effondre.
8. Le niveau de vie des masses chute, en raison de l'inflation, du chômage, etc.
9. Une lutte aiguë se produit dans les couches dominantes de la bourgeoisie, ce qui se caractérise par une instabilité politique, l'émergence de nouveaux partis, l'incapacité à disposer d'une majorité parlementaire pour le gouvernement, etc.
10. Le consensus en faveur d'un capitalisme inébranlable commence à disparaître.

Eugen Varga ne prétendait pas ici dresser une liste exhaustive ; de fait, les dimensions psychologique et culturelle, idéologique et militaire ne sont pas ici soulignées.

On a cependant une bonne base de comparaison avec la seconde crise générale du mode de production capitaliste.

Les dix critères dans le contexte de la seconde crise générale

Regardons quelle est la situation aujourd'hui, en rapport avec ces dix critères.

1. L'étalement géographique du mode de production capitaliste se réduit en raison de l'apparition de pays socialistes.

Ce point n'est pas valable aujourd'hui. Cependant, dialectiquement, il montre que la formation de pays socialistes est à l'ordre du jour.

2. Dans les pays capitalistes il y a des tendances à un retour aux formes économiques pré-capitalistes.

Cela est tout à fait le cas. Il y a ici trois exemples tout à fait parlant. On a en effet le mouvement des « ZAD », qui est une utopie artisanale-réactionnaire visant à former des villages à la Astérix et Obélix. Ce « zadisme » a eu un écho très puissant en France, en profitant de l'idéologie de Proudhon et de la petite propriété. On doit mettre cela en parallèle avec la multiplication des initiatives de « circuits courts » dans l'agriculture, de l'apparition administrative du régime de micro-entrepreneurs pour les impôts, etc.

On a également le mouvement des gilets jaunes, qui affirmait l'exigence de « geler » le mode de production capitaliste, tout en exigeant sans en avoir conscience de retourner en arrière. Et de manière encore plus marquée, on a eu le développement de l'État islamique comme utopie coloniale de formation d'une société conforme aux principes de l'époque du prophète musulman Mahomet reflète une tentative de faire tourner la roue de l'histoire en arrière.

L'influence de l'État islamique a été mondial et accompagne le développement d'un esprit littéral, borné, incapable d'analyse, de complexité, à l'instar de toute musique à part d'un chant monophonique totalement tourné vers la religion. Mais en France il reflète toute une volonté d'aller vivre selon une manière « pré-capitaliste », avec même tout le discours romantique allant avec (à l'arrivée un mariage était organisé, une maison fournie pour le couple ainsi qu'un travail pour les hommes).

3. La division internationale du travail se réduit, le caractère relativement unifié de la production au niveau international est ébranlé.

Toute une série de pays semi-féodaux semi-coloniaux ont connu un développement immense de leurs forces productives malgré la nature bureaucratique de leur capitalisme. Des pays comme la Corée du Sud reflètent que le cadre impérialiste enserrant les pays dominés perd toujours plus ses fondements et amène un processus valable toujours plus mondialement. La Corée du Sud a ainsi été en mesure d'affronter la crise sanitaire de manière relativement efficace comparé à la France.

Il y a ainsi un déclasserement de la France et une rupture en cours dans la division internationale du travail.

La réaction capitaliste française doit être comprise en ce sens. Lorsque les hommes politiques français exigent un retour de la production, une réindustrialisation, la question des masques et des médicaments n'est qu'un prétexte. Il s'agit d'un esprit de repli, en prévision des batailles à venir.

On a la preuve de cela avec deux phénomènes relevant de la crise générale du mode de production capitaliste, tout en s'étant exprimé avant : le Brexit britannique et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Le repli national est en cours, cassant l'élan capitaliste allant dans le sens de la mondialisation.

4. La valeur de la monnaie vacille, la parité-or est remplacée par la planche à billets.

Il n'existe plus de parité-or en économie, mais effectivement la planche à billets tourne à fond, par l'intermédiaire des banques centrales. Cela demande un aperçu approfondi.

5. L'accumulation du capital cède la place à une désaccumulation.

Cette thèse d'Eugen Varga est très mal définie et laisse la place à son révisionnisme, comme au prolongement par Paul Boccara, l'économiste historique du P« C »F. Il serait plus juste de parler de non-accumulation, car sinon on a des monopoles subsistant au moyen d'un capitalisme organisé par l'État et un capitalisme « normal » vivant à ses côtés mais en perte.

De plus, il faut savoir de quel capital on parle. Si la planche à billets fonctionne à plein, on a en apparence un capital investi, mais c'est en réalité une bulle spéculative. Il faut parler plus concrètement d'incapacité du capital à réaliser son auto-expansion, ce qui s'exprime par une surproduction de capital : un vaste capital toujours plus grand, incapable de trouver où se placer.

L'analyse de ce phénomène est à mener, mais on voit déjà que c'est le cas non seulement depuis mars 2020, mais même avant : les investissements démentiels dans le football sont à eux seuls un exemple de comment le capital cherche à forcer l'ouverture de voies, coûte que coûte. Le transfert du joueur Neymar pour 222 millions d'euros échappe à toute rationalité et ne s'explique que par du capital en surplus, incapable de trouver mieux.

6. La production se réduit.

On a ici la surproduction de marchandises. En raison de la crise sanitaire, on n'a pas encore un aperçu précis de cet aspect, mais sa réalité se fait déjà sentir. Il était déjà clair, même avant mars 2020, que le capitalisme se heurtait à une limite, qu'il avait fait le tour de ce qu'il pouvait faire, et que la formation de nouveaux marchés passait par de l'idéalisme largement diffusé (sans gluten et halal dans l'alimentation, produits Apple avec « style » pour les plus aisés, luxe toujours plus décadents, collaborations dans l'habillement pour provoquer une « hype » ainsi qu'au moyen des « drops », etc.).

7. Le système de crédit s'effondre.

Il faut être ici subtile : le système de crédit ne s'est pas effondré, en raison d'une intervention généralisée des États. Cela ne fait que repousser le problème, car soit les crédits ne sont pas solvables, soit ils le sont mais la garantie étatique provoque alors une désorganisation structurelle. C'est un sujet complexe à analyser, mais qui sera facile à saisir quand les choses se décanteront avec les bilans comptables, les factures à payer, les échéances retardées refaisant surface, etc.

8. Le niveau de vie des masses chute, en raison de l'inflation, du chômage, etc.

Ici encore il faut être subtile, puisque l'État est intervenu pour geler la situation. On a toutefois la même situation. Soit l'État a maintenu artificiellement des entreprises en vie et cela va être un double chaos avec les licenciements plus le coût du maintien artificiel réalisé pour rien, soit l'État a assuré une continuité mais au prix d'une désorganisation et d'une lourde facture.

9. Une lutte aiguë se produit dans les couches dominantes de la bourgeoisie, ce qui se caractérise par une instabilité politique, l'émergence de nouveaux partis, l'incapacité à disposer d'une majorité parlementaire pour le gouvernement, etc.

Il ne faut pas se leurrer : les révélations du Canard enchaîné sur les affaires de François Fillon en pleine campagne présidentielle relève de la manipulation, ce qui se lit très bien avec le parti politique d'Emmanuel Macron né du jour au lendemain grâce à d'importantes puissances financières à l'arrière-plan. On a assisté au coup de force de la bourgeoisie moderniste sur la bourgeoisie traditionnelle. Et pourtant, en raison de la crise, le parti d'Emmanuel Macron ne cesse de se fracturer, de se diviser, etc. On n'a pas encore une situation à la belge, pays où l'implosion politique est absolument exemplaire d'une instabilité chronique tout à fait caractéristique de la crise générale. On ne l'aura sans doute jamais non plus, car de par la force de l'impérialisme français, on aura plutôt un coup d'État militaire pour rétablir la centralisation, dans l'esprit néo-

gaulliste. Néanmoins, centralisation et déstructuration relèvent d'un seul et même processus dialectique.

On l'a d'ailleurs bien vu au Royaume-Uni, avec un Brexit sans cesse retardé, avec une incroyable instabilité au sein des partis eux-mêmes, une paralysie gouvernementale. Il en va de même aux États-Unis où les républicains ont vacillé sous l'effet de l'arrivée de Donald Trump et les démocrates avec le développement des forces autour de Bernie Sanders, etc.

10. Le consensus en faveur d'un capitalisme inébranlable commence à disparaître.

C'est le point le plus difficile à saisir et cela en raison de la nature du 24 heures sur 24 du capitalisme. D'un côté, l'apparition de moyens de communication de masse de niveau élevé tels que Facebook, Twitter, Tumblr, Instagram... a permis une accélération de l'unification mondiale des masses à l'échelle planétaire, bousculant très largement les conceptions étroitement nationales.

Les masses s'unifient toujours plus par l'exigence de l'accès universel à une consommation de qualité et au niveau planétaire. Cela s'exprime grandement dans le domaine de l'habillement où la revendication d'avoir à sa disposition de quoi avoir du style est sous-jacent au mode de vie prolétarien, notamment de la jeunesse. On le retrouve également dans le large mouvement vers les meubles (comme avec Ikea), les objets du quotidien en général.

En fait, l'expérience de l'accès direct à la culture, aux biens culturels, de manière gratuite parfois qui plus est comme au moyen du téléchargement illégal et du streaming, a puissamment fait s'exprimer le besoin du communisme mondial dans les masses, comme partage universel et convivial.

D'un autre côté, le nonaccès aux produits de qualité a imposé une incroyable aliénation aux masses avec une fascination servile pour l'argent facile et le grand luxe, déchirant littéralement les habitudes sociales et défigurant les mœurs. Il est difficile pour les masses de s'extirper de ce puissant rapport dialectique, car elles ne disposent pas de suffisamment d'orientation idéologique, sont corrompues à bien des niveaux et ne profitent pas de luttes de classe assez solides, assez franches.

Trois autres critères à prendre en compte

De par le passage de l'idéologie communiste du marxisme-léninisme au marxisme-léninisme-maoïsme, on peut et on doit ajouter cinq autres critères pour caractériser la crise générale. Encore une fois il ne s'agit pas d'être exhaustif, pas plus aujourd'hui qu'en 1922, mais de déterminer des orientations, des rapports internes propres à la crise générale.

1. L'abandon de toute prétention universaliste caractérise un échec du projet civilisationnel.

Le mode de production capitaliste n'a plus de projet, plus d'utopie autre qu'individuelle. Toute dimension collective est gommée ; même l'Europe unifiée se présente, comme projet, comme paradis du consommateur.

Il est évident ici que, dans ce processus d'atomisation générale, l'idéologie « LGBT+ » correspond à un phénomène réactionnaire, expression anticipée de la crise générale du capitalisme. Cette négation de la différence naturelle entre hommes et femmes, au profit d'un « choix », accompagne un processus de définition à la fois totalement individualisée et entièrement identitaire, par l'intermédiaire d'un jeu sur le principe communautaire. L'idéologie LGBT+, appuyée par les grands monopoles d'importance transnationale, a été le fer de lance de cette idéologie de la citoyenneté de type « consommatrice », mais celle-ci ne se résume pas à cela : on a également les religions et tous les communautarismes identitaires particularistes (les bikers, les motards, les cyclistes, les ultras au football, les ethno-différentialistes, etc.).

Le phénomène est par ailleurs général : en France, le baccalauréat universel a été rejeté au profit d'options « personnalisées » à choisir, l'art contemporain a anéanti tout principe universel de beauté et d'harmonie, de synthèse et de réalisme, etc.

2. La contradiction villes-campagnes a atteint un stade destructeur.

On doit faire un parallèle strict entre les gilets jaunes, qui a représenté la France des ronds-points, cette horreur absolue, et le covid-19 comme fruit du conflit villes-campagnes en Chine à Wuhan. Dans tous les pays, la contradiction villes-campagnes devient intenable, les déséquilibres se généralisent et le capitalisme ne parvient pas, au moyen des « écologistes » gestionnaires, à maîtriser quoi que ce soit, ne serait-ce qu'en apparence, à part dans une poignée de pays encore endormis de par le caractère encore peu exprimé de la crise (l'Autriche, la Suède, la Suisse, ces pays de neutralité hypocrite et de médiocrité authentique, de néant consensuel).

La destruction des Sundarbans au Bangladesh et l'étalement urbain français relèvent d'un seul et même phénomène, relevant de la crise générale ; dans chaque pays, il faut en analyser en détail les modalités, sans quoi aucune intervention révolutionnaire n'est possible.

3. La tendance à la guerre se généralise.

Eugen Varga n'a pas placé cet aspect dans sa liste, mais c'était sous-entendu et tout le monde le savait dans l'Internationale Communiste. Il était cependant pensé, en 1922, que la vague révolutionnaire triompherait suffisamment rapidement pour empêcher la guerre impérialiste. À partir de la fin des années 1920, l'Internationale Communiste s'aperçoit que ce ne sera pas le cas et le thème ne devient plus tant la crise générale que son expression par la guerre impérialiste.

Il faut ici s'appuyer sur la définition de Mao Zedong comme quoi « trois mondes se dessinent » et prendre en compte que les deux principales forces impérialistes, la superpuissance impérialiste américaine et la superpuissance impérialiste en devenir chinoise, forment une contradiction qui consiste en l'aspect principal pour la tendance à la guerre. Celle-ci se développe parallèlement à l'approfondissement de la crise générale et ici des pays comme la Belgique et la France apparaissent comme des maillons faibles de la chaîne impérialiste.

Une liste qui se fonde sur le primat de la pratique à travers la crise

Il ne s'agit, encore une fois, pas de considérer comme exhaustive cette liste. Il faut bien saisir que tout phénomène est caractérisé par un faisceau de contradictions, avec des tendances et des contre-tendances, qu'aucun phénomène n'est unilatéral. Décrire un phénomène, c'est malheureusement le poser comme fixe, unilatéral : là est le grand danger. Voilà pourquoi la dignité du réel prime dans l'analyse, qui doit se fonder sur le primat de la pratique, sur l'intervention révolutionnaire au plus haut niveau, celui de l'État, pour avoir un aperçu adéquat, une base réelle.

Crise est ici le média essentiel comme source d'analyses et comme lieu d'échanges productifs. C'est un point d'appui à toute activité révolutionnaire. ■



Comment interpréter l'effondrement du PIB français ?

Le PIB, produit intérieur brut, est un indicateur utilisé par les économistes bourgeois pour évaluer la production de richesses au sein d'un pays pendant une année. C'est par rapport à cet indicateur qu'est évaluée la notion de « croissance » de l'économie du point de vue capitaliste, ou au contraire de « récession ».

Si l'on prend l'évaluation pour l'année 2020 effectuée au mois de juin, on voit que le PIB français s'effondre qualitativement et quantitativement.

Il y a ici deux phénomènes essentiels qu'il faut remarquer, qui forment deux pôles de la même contradiction. Tout d'abord, il n'y a pas de croissance du PIB. L'économie recule, elle produit bien moins que l'année précédente. Ensuite, ce recul est massif et pour retrouver l'équivalent du chiffre négatif en positif, il faut additionner les chiffres de plusieurs années de croissance.

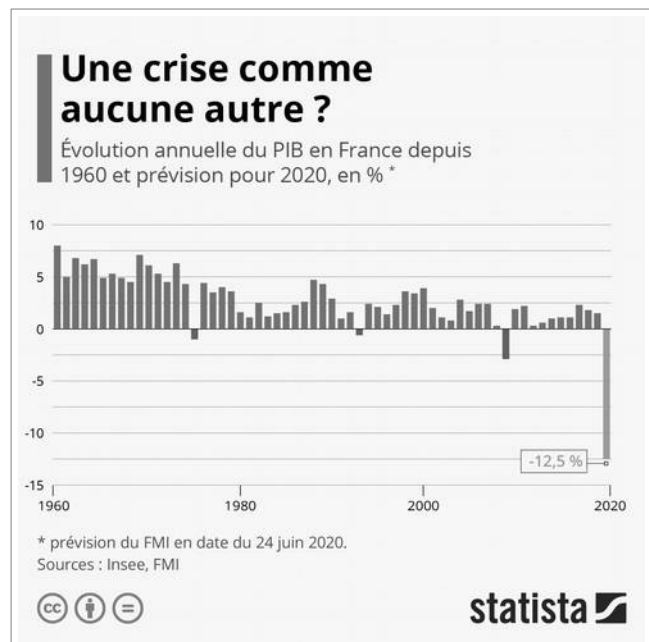
On a ainsi une qualité – un recul pour une années en particulier – équivalent à plusieurs quantités – la croissance pendant plusieurs années en général.

Les économistes bourgeois n'ont, bien entendu, pas pu voir cette rupture, se caractérisant par la qualité. Ils n'ont vu que la quantité et ils ont dit qu'on allait avoir une situation en « V ». L'économie n'aurait été (mise?) qu'en sommeil et tout allait reprendre ensuite, rattrapant le temps perdu. Le « V » désigne le mouvement descendant puis ascendant.

Cet optimisme a vite été calmé et le Fonds Monétaire International lui-même ne voit plus les choses ainsi, du moins pour les pays capitalistes avancés.

Même dans le meilleur des cas, l'année 2021 ne compensera pas le recul de 2020. Le problème est de plus qu'il ne s'agit pas que de rattraper le recul, mais également l'absence de croissance.

Si on a, disons un recul de -10 % au lieu d'une croissance annuelle de +3 %, alors l'année suivante on devrait avoir, d'un point de vue mécanique, une croissance de +16 %. Ce n'est pas du tout le cas, même selon le Fonds Monétaire International.



Dernières projections de croissance des Perspectives de l'économie mondiale

(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)	PROJECTIONS		
	2019	2020	2021
Production mondiale	2,9	-4,9	5,4
Pays avancés	1,7	-8,0	4,8
États-Unis	2,3	-8,0	4,5
Zone euro	1,3	-10,2	6,0
Allemagne	0,6	-7,8	5,4
France	1,5	-12,5	7,3
Italie	0,3	-12,8	6,3
Espagne	2,0	-12,8	6,3
Japon	0,7	-5,8	2,4
Royaume-Uni	1,4	-10,2	6,3
Canada	1,7	-8,4	4,9
Autres pays avancés	1,7	-4,8	4,2
Pays émergents et pays en développement	3,7	-3,0	5,9
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,5	-0,8	7,4
Chine	6,1	1,0	8,2
Inde	4,2	-4,5	6,0
ASEAN-5	4,9	-2,0	6,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,1	-5,8	4,3
Russie	1,3	-6,6	4,1
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-9,4	3,7
Brésil	1,1	-9,1	3,6
Mexique	-0,3	-10,5	3,3
Moyen-Orient et Asie centrale	1,0	-4,7	3,3
Arabie saoudite	0,3	-6,8	3,1
Afrique subsaharienne	3,1	-3,2	3,4
Nigéria	2,2	-5,4	2,6
Afrique du Sud	0,2	-8,0	3,5
Pays en développement à faible revenu	5,2	-1,0	5,2

Source : FMI, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*, juin 2020

Note : Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, l'exercice 2020/21 débutant en avril 2020. La contraction de l'économie est de 4,9 % en 2020 sur la base de l'année civile.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

IMF.org

Comment comprendre alors la situation et prévoir, du point de vue bourgeois ? Dans son point de conjoncture du 8 juillet, l'INSEE avoue elle-même être dépassée :

« Quelle forme a pris, prend et prendra la reprise économique ? Le caractère très singulier de la crise actuelle ne se prête pas aisément à un résumé sous forme de lettre de l'alphabet ou d'autre signe.

Cette figure serait du reste très dissymétrique, car la chute de l'économie a été quasi instantanée, coïncidant avec la mise en place du confinement strict de la population. Le déconfinement est quant à lui plus graduel et la levée programmée le 11 juillet de l'état d'urgence sanitaire ne signifie pas la fin des protocoles sanitaires visant à endiguer la propagation du virus. »

L'un des soucis fondamentaux, c'est bien entendu que, conformément à la lecture bourgeoise de l'économie, une part essentielle est accordée à la « psychologie » des décideurs. Les prévisions bourgeoises sont largement dépendantes de ce facteur subjectiviste. Les prévisionnistes tentent toujours, par ailleurs, d'ajouter une pincée d'optimisme au moyen de ce levier. L'INSEE, dans le même point de conjoncture, dit ainsi que :

« L'enquête Acemo-Covid, menée par la Dares en lien avec l'Insee, apporte quant à elle des précisions sur ces délais de retour à la normale, tels que les anticipent les entreprises.

En s'appuyant sur les réponses collectées en juin, nous estimons que l'activité en décembre 2020 pourrait être entre 1 % et 6 % en deçà de son niveau d'avant crise : ces chiffres sont significatifs, et l'ampleur de l'intervalle témoigne de l'incertitude qui pèse encore aujourd'hui, mais ils sont sans commune mesure avec la perte d'activité connue au printemps.

En considérant une hypothèse médiane, le PIB rebondirait d'environ 19 % au troisième trimestre par rapport au deuxième, puis de 3 % au quatrième. Sur l'ensemble de l'année 2020, il diminuerait alors d'environ 9 % par rapport à 2019. »

Ce qui est dit là est d'une gravité exceptionnelle, mais est tournée de manière alambiquée afin de vouloir rassurer. Car si en décembre 2020, l'économie française a une activité entre 1 et 6 % de moins qu'avant l'irruption du covid-19, c'est une catastrophe complète. Cela implique en effet que même dans le meilleur des cas – sans nouvelle crise sanitaire, sans nouveau confinement, etc. - l'économie sera encore en recul six mois après.

Rien que cela annule totalement la perspective d'une évolution en « V ». Les économistes bourgeois auraient pu toutefois regarder tout simplement quatre autres chiffres pour le comprendre. L'économie française a en effet reculé de 16 % en mars, de 30 % en avril, de 22 % en mai, de 12 % en juin.

Rien que ces chiffres auraient dû interpeller les économistes bourgeois. On ne parle pas de 3, 4 ou 5 % de recul, ni même de 10 ou de 15 %. On parle d'un recul bien plus marqué et qu'est-ce que cela signifie en économie ? Que le recul est bien plus marqué, car cela induit beaucoup de choses cachées, d'impacts indirects.

Un recul de faible ampleur affecte une partie de l'économie, mais un recul massif concerne toute l'économie, si ce n'est aujourd'hui alors demain. Pour prendre une image, on a affaire à une question de cascade. X arrête son chantier et va être obligé de mettre la clef sous la porte trois mois après, torpillant par là ses fournisseurs par la suite, ce qui amène encore plus tard à la faillite du fournisseur initial du fournisseur, etc. etc.

Les économistes bourgeois ont ici totalement perdu de vue que l'économie concerne la re-production de la vie réelle dans la société ; ils ne voient que des statistiques et ils accordent la même qualité à 1, 15 ou 30 %... alors que 30 % a une signification toute autre que 30 fois 1. On retrouve ici le caractère idéaliste des économistes bourgeois, incapables d'avoir une vue d'ensemble et d'appréhender la nature concrète de cet ensemble.

Portons justement notre attention sur les secteurs les plus concernés, pour voir la nature de cette cascade. Au 8 juillet, le panorama est le suivants selon les chiffres obtenus jusque-là des économistes bourgeois de l'INSEE.

Tableau 1 - Estimation de la perte d'activité du deuxième trimestre

Branches	Part dans le PIB (en %)	Perte d'activité en avril (en %)	Perte d'activité en mai (en %)	Perte d'activité en juin (en %)	Contributions à la perte d'activité en juin (en points de PIB)	Perte d'activité au deuxième trimestre (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-12	-8	-4	-0,1	-8
Industrie	14	-32	-19	-14	-1,9	-22
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-11	-8	-4	-0,1	-7
Cokéfaction et raffinage	0	-24	-13	-9	0,0	-15
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-40	-23	-16	-0,2	-26
Fabrication de matériels de transport	1	-67	-51	-41	-0,6	-53
Fabrication d'autres produits industriels	6	-37	-21	-15	-0,9	-24
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-12	-5	-3	-0,1	-6
Construction	6	-61	-47	-31	-1,7	-46
Services principalement marchands	56	-29	-22	-13	-7,3	-21
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-36	-27	-16	-1,7	-26
Transports et entreposage	5	-66	-43	-28	-1,3	-46
Hébergement et restauration	3	-82	-67	-20	-0,6	-56
Information et communication	5	-10	-8	-7	-0,4	-8
Activités financières et d'assurance	4	-11	-8	-6	-0,2	-8
Activités immobilières	13	-2	-1	-1	-0,1	-1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-31	-21	-13	-1,8	-22
Autres activités de services	3	-67	-61	-44	-1,3	-57
Services principalement non marchands	22	-25	-19	-7	-1,5	-17
Total	100	-30	-22	-12	-12	-21
<i>dont principalement marchands</i>	78	-31	-23	-14	-11,0	-23
<i>dont principalement non marchands</i>	22	-25	-19	-7	-1,5	-17
Total principalement marchands hors loyers	65	-37	-27	-17	-11	-27

Lecture : : en juin, l'activité économique aurait diminué de 12 % (contre -30 % au moins d'avril) par rapport à une situation normale. L'industrie, dont la perte d'activité est estimée à 14 % (contre -32 % au mois d'avril), contribuerait à hauteur de 1,9 point de pourcentage à cette baisse.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses.

8 juillet 2020

Comme on le voit, le secteur des activités immobilières n'est pratiquement pas touché, mais d'autres secteurs le sont profondément.

Or, en quoi consiste les activités immobilières ? Voici la définition de l'INSEE, puisque c'est ici sa comptabilité :

« Au sens de la NAF rév. 2 (en vigueur depuis le 1er janvier 2008), les activités immobilières regroupent trois types d'activités :

celle des marchands de biens immobiliers qui consistent en achat et revente de biens immobiliers propres ;

• la location et l'exploitation de biens immobiliers propres ou loués ;

• les activités immobilières pour compte de tiers qui comprend notamment l'activité des agences immobilières et l'activité d'administration de biens immobiliers. »

Peut-on sérieusement penser que les achats et les locations de logements ne seront pas touchés par le recul massif d'autres secteurs ? Il faut pourtant qu'il y ait le capital disponible pour les achats et les locations.

Et quand on parle de capital, on parle d'un capital toujours plus grand, car le secteur des activités immobilières est capitaliste également. Il ne s'agit pas simplement de petit commerce où on gratte de l'argent au passage dans des ventes de logements au prix stable, mais d'un véritable capitalisme, qui vise à l'expansion.

Or, aucune expansion particulière ne peut, à terme, exister sans l'expansion générale. Le recul de l'un implique le recul de l'autre, tout comme l'expansion de l'un implique celle de l'autre. Il n'y a bien entendu pas de caractère absolu à ce phénomène, mais c'est la dynamique de fond : pas de secteur de l'internet sans infrastructures mises en place, pas d'infrastructures mises en place sans production de celle-ci, etc.

C'est également évidemment pour la restauration. Si celle-ci recule, alors l'approvisionnement de celle-ci recule. Si l'approvisionnement de celle-ci recule, la production pour cet approvisionnement recule, etc.

Cette question de la cascade apparaît donc comme essentielle ; à l'arrière-plan, ce qui est incompris, c'est le mouvement dialectique entre les secteurs économiques d'une part, l'existence d'une production pour la production de l'autre.

Ces deux aspects d'une même contradiction forment un aspect essentiel du mode de production capitaliste.

Rosa Luxembourg n'a par exemple pas compris le mouvement entre les secteurs et elle a cherché l'origine de la croissance dans l'expansion aux dépens de secteurs non capitalistes, qui sont pillés.

Il est typique du syndicalisme, inversement, de ne rien comprendre à la question de la production pour la production et de découper l'économie en îlots isolés, niant la centralisation et l'existence même d'une centralité dans un ensemble économique.

Ce qui ramène à la question : comment interpréter l'effondrement du PIB français ? Et la conclusion de tout cela, c'est que le problème est mal posé. La véritable question doit être : comment interpréter le PIB français de l'effondrement. Rien n'existe de manière isolée et lorsqu'un élément significatif est ôté, le château de cartes s'effondre. ■

La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique »

Au mois de mai 2020, au moment où le PCF (mlm) et le centre MLM de Belgique caractérisaient la situation comme étant celle de la seconde crise générale du mode de production capitaliste, la gravité de la situation n'apparaissait nullement encore en tant que telle aux commentateurs bourgeois. La situation leur semblait relever d'effectivement quelque chose de très dur, mais nullement de profond, de viscéral, de grande ampleur. Le mois de juin a ensuite été celui d'une

prise de conscience relative accompagné d'un déni, puis le mois de juillet fut celui d'une transition vers un point de vue tourné vers la violence, une grande violence même, afin de chercher à tout prix à sauver les meubles. La nomination de Jean Castex - qui a géré le déconfinement - comme premier ministre illustre parfaitement cela ; dès son premier passage devant l'assemblée, le 8 juillet, il a parlé d'un « gouvernement de combat ».

Cette affirmation bourgeoise dans le sens d'une reprise en main s'est accompagnée de deux phénomènes littéralement en miroir. Il y a eu en effet une prise de conscience, de la part de certains secteurs des larges masses, du fait que le capitalisme se soit heurté à un mur et que le mode de vie qu'il exige est inhumain, que la crise du covid-19 est reliée à une question écologique. Cependant, cette approche a été forcée de s'effacer devant l'appel à un « monde d'après » exigé par les syndicalistes, évidemment entièrement focalisés sur les questions économiques ou « sociétales » en relevant. La question de la crise a alors été résumée à « l'économie » après avoir porté sur la « santé ».

C'est la preuve que le spontanisme n'existe pas et que dans la bataille politique, seule l'avant-garde ouvre la voie. Les masses n'ont pas compris spontanément que le capitalisme rentrait en conflit avec la planète elle-même ; elles l'ont seulement sentie et encore à des degrés très différents. Elles ont, au fond, été très rassurées de la réouverture des McDonald's, de la stabilité des fondements de la société. Le décrochage ne va être que plus douloureux, surtout que la bourgeoisie doit taper le plus fort possible et dans toutes les directions pour essayer de s'en sortir, ce qui est impossible et va donc encore plus précipiter les choses.

C'est que, de toute façon, pour comprendre la crise générale du mode de production capitaliste, dont le covid-19 a été l'aspect principal dans l'expression directe, il faut saisir de manière dialectique le principe de qualité. En rester à la quantité, même en imaginant que la quantité se transforme en qualité, ne permet pas de comprendre le mouvement de la réalité.

Ce qui pose problème, à l'arrière-plan, c'est l'incapacité à comprendre comment le capitalisme se transforme en socialisme à travers la crise, c'est-à-dire comment le capitalisme se transforme en son contraire. En l'absence de matérialisme dialectique, on est obligé de séparer les deux de manière formelle, de s'imaginer une transition mécanique. Cela s'exprime de la manière la plus courante par l'opposition entre concurrence et planification.

Or, une telle opposition est abstraite. Elle n'est, au sens strict, qu'une convergence avec l'illusion planiste de type social-démocrate ou fasciste d'un mouvement économique régulé, contrôlé, maîtrisé. La planification socialiste, quand elle est authentique, ne fait qu'accompagner un mouvement historique nécessaire, avec donc des valeurs



bien précises, un contenu prédéterminé. Il ne s'agit pas de planification en soi, flottant au-dessus de la réalité et qui aurait réponse à tout.

Le caractère petit-bourgeois de cette conception planiste se révèle de manière tout à fait nette avec la question de la nature de la crise. En effet, la petite-bourgeoisie n'est pas une classe, mais une couche sociale intermédiaire. Lorsque la crise s'exprime, elle est la première à vaciller. Elle doit donc inlassablement appeler à freiner les développements, à geler les situations, à maintenir le statu quo, etc.

Pour cette raison, la petite-bourgeoisie ne voit la crise générale du capitalisme qu'à travers ses yeux inquiets et elle considère que ce qui se passe est dû à une accélération, au sens quantitatif aussi devrait-on plutôt dire à un accroissement. Ses expressions politiques utilisent cependant le terme d'accélération en raison de la dimension psychologique, afin d'exprimer le fait de se voir déborder, dépasser.



Si on se penche sur ce qu'on va appeler de manière imprécise, lâche, indéterminée, la « gauche de la gauche », on peut voir que la crise générale du capitalisme a été à la fois niée et incomprise. Cela semble incohérent, car on ne peut pas comprendre ce dont on nie l'existence. Cependant, la « gauche de la gauche » vit dans la réalité, elle est l'expression de couches sociales bien déterminées, la petite-bourgeoisie en général, l'aristocratie ouvrière en particulier. Ainsi, elle affronte la crise, elle la constate dans les faits, tout en la niant car ne voulant pas scier l'arbre capitaliste où se situe la branche qu'elle occupe.

Voici ce qui est dit, pour prendre quelques exemples tout à fait illustratifs.

« Cette crise sanitaire va non seulement se solder par des centaines de milliers de morts, mais aussi par un **approfondissement** sans précédent de la pauvreté, dans les pays centraux du capitalisme et encore davantage dans les pays périphériques où la misère est déjà quotidienne.

Si le capitalisme arrive à **endiguer** cette crise sanitaire, ce sera pour offrir à l'humanité et à la classe ouvrière la récession économique, le chômage de masse et toujours plus de misère. Le capitalisme n'aura de cesse de tenter de rétablir la rentabilité de son système à coups de plans d'austérité, d'appels à se serrer la ceinture, de diminutions des salaires, d'augmentations du temps de travail, de pénurie mais aussi de compétition économique, de rivalités impérialistes qui risquent de dégénérer en conflits guerriers et en massacres.

Face à l'ampleur internationale de la tragédie et à une telle accélération de la crise du capitalisme, la colère des exploités ne pourra que s'accroître. » (CCI)

« La crise générale du système capitaliste et les crises cycliques de surproduction qui l'accompagnent nous proposent un exemple très significatif de ce que ce mode de production représente aujourd'hui. La crise sanitaire liée au Covid-19 **a renforcé** de manière conséquente cette crise économique **déjà présente** avant le début de l'épidémie. » (PCRF)

« Le Covid-19 n'a fait qu'**accélérer et amplifier** une crise qui était déjà là et dont les conséquences seront désastreuses pour le peuple-travailleur et sa jeunesse : licenciements, chômage, précarité, pression au travail, répression policière, fascisme, guerres. » (UJC)

« La crise économique, annoncée depuis plusieurs mois voire plusieurs années, est en train d'éclater. La crise sanitaire du Coronavirus aura ainsi été l'élément déclencheur, sans être la source même, d'un cataclysme économique d'une ampleur bien supérieure à 2008. » (Révolution permanente)

« Nous sommes à la charnière entre deux ères. Si la crise économique et les conflits étaient déjà là avant la pandémie, ils se sont **accrus comme jamais**, faisant tomber les bourses, **accéléralnt** l'effondrement de l'Union Européenne et de l'Euro, plongeant le monde dans le chaos. » (UC Lyon)

« Pour la classe capitaliste, l'enjeu de cette guerre est de récupérer sur le dos des travailleurs le profit que la crise lui a fait perdre. Pour maintenir et augmenter les cours de ses actions, ses dividendes, sa fortune et ses sinécures, la bourgeoisie s'attaque aux emplois, aux salaires, c'est-à-dire à l'existence même des travailleurs. » (Lutte Ouvrière)

« Malgré les déclarations larmoyantes sur les effets de la pandémie et sur la crise économique (qui est par ailleurs une réalité), beaucoup des plans de liquidation d'emplois ne sont pas liés au Covid-19. » (NPA)

« Le monde va vers la guerre. La crise générale du capitalisme s'exprime dans la crise économique [cette phrase totalement erronée par ailleurs contient un lien vers un article traitant de la crise mais... n'utilisant pas le concept de « crise générale » !]. Et la crise se métamorphose en guerre. » (« la cause du peuple » cherchant à paraphraser le PCF(mlm) sans même y parvenir)

« Dans le cadre de la crise générale du système capitaliste mondial, l'euro est le maillon faible de la « construction européenne » et celle-ci est le maillon faible de la domination impérialiste mondiale (...). Comme nous l'ont appris Maurice Thorez et Jacques Duclos à l'époque du Front populaire, réapproprions-nous l'alliance victorieuse du drapeau tricolore et du drapeau rouge frappé des « outils » pour remettre la classe travailleuse à l'offensive face à l'énorme crise du capitalisme, de l'UE et de l'euro qui ne cesse de **s'aggraver**. » (PRCF)

« Une crise de l'ampleur que l'on connaît aujourd'hui ne pourra pas ne pas avoir de graves conséquences sur la situation sociale interne car les capitalistes comme chaque fois feront payer aux prolétaires le sauvetage de leur économie; elle en aura d'aussi graves sur la situation internationale et les rapports entre les grandes puissances, ne serait-ce que par l'**aggravation** de la concurrence économique entre les Etats. » (PC International)

On notera que certaines organisations n'utilisent même pas le concept de crise (OCML-VP, UCL...) ou bien avec une extrême parcimonie, alors qu'il est à la base même de leur démarche idéologique (le courant bordiguiste, trotskyste). En fait, le problème est simple : la petite-bourgeoisie critique le capitalisme, mais en même temps ne le critique pas. Elle profite du capitalisme sur le dos du prolétariat, mais a besoin de celui-ci dans sa pression sur la bourgeoisie. Il lui faut donc chercher à dramatiser de manière abstraite, uniquement sur la dimension économique et ses côtés « sociétaux » relevant de la sociologie vulgaire.



Le prolétariat, quant à lui, veut révolutionner chaque aspect de la vie et par conséquent il ne réduit certainement pas tout au prisme de « l'économie ». Il y a ici une différence de positionnement de classe qui est absolument fondamental. La crise générale est... générale et qui la résume à une question économique n'a rien compris aux enjeux de notre époque.■

La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française

L'industrie automobile a connu un élan général tout au long du XXe siècle, boostée par les deux guerres mondiales puis par la relance d'après 1945. Une profonde crise a commencé à toucher le secteur à partir des années 1980 en lien avec la chute du taux de profit (robotisation massive du secteur). Elle fut temporairement repoussée grâce à l'effondrement du social-impérialisme soviétique et à l'ouverture de la Chine.

1. Wuhan et la crise du Covid-19

La période des années 1990-2000 a été le moment des « délocalisations » de certaines productions en Europe de l'Est puis en Chine avec, en parallèle, une intensification de l'exploitation des ouvriers de la métropole (management, flux-tendu, « toyotisme »...).

Et cela n'est pas un hasard si c'est à Wuhan que le nouvel espace d'accumulation se soit réalisé. Au cours des quinze dernières années, la ville est devenue le « Détroit chinois », produisant en 2016 autant de voitures que l'ensemble des usines françaises.

Devenue officiellement une zone de développement économique au début des années 1990, Wuhan a très vite été boostée par l'industrie automobile, notamment avec l'installation de la principale entreprise du secteur, Dongfeng. En 1996, c'est PSA qui s'installe avec une usine de plus de 2 000 employés. En 2016, Renault fonde également un site. Wuhan devient le « centre automobile mondial », avec une sur-concentration de cette production représentant une douzaine d'usines et 500 équipementiers (dont les Français Valeo, Plastic Omnium).

Cela s'est évidemment accompagné d'un développement urbain faramineux avec une ville passant de 4 millions d'habitants en 1982 à 11 millions en 2020. L'industrie automobile s'est déployé en Chine, dans le but contrer la tendance à la baisse du taux de profit dans les métropoles en visant l'élargissement de la masse des profits (nouveau marché chinois).

Cela ne pouvait que remettre à plus tard l'inéluctable surgissement d'une limite absolue. Cette limite est évidemment le Covid-19 qui apparaît comme limite naturelle de l'étalement urbain d'une métropole chinoise portant le développement mondial de l'automobile.

On a là un exemple précis du processus dialectique avant/après de la crise générale. Un développement du secteur automobile en lien avec sa crise précédente rencontrant une limite historique exprimant la crise de surproduction. Voyons cela de plus près.

2. L'inexorable chute du taux de profit

Depuis le milieu des années 2000, l'industrie automobile est touchée de manière inégale par une baisse de rentabilité liée à la sous-utilisation des moyens de production.





De manière inégale, car si l'industrie allemande et anglaise ont des taux d'utilisation d'environ 90 %, la France et l'Italie enregistraient un taux respectivement de 60 % et 54 %. En 2012, le patron de Fiat estimait devoir baisser d'entre 15 à 20 % ses capacités productives. A ce titre, la dégringolade de Renault appuie la thèse comme quoi la France (et l'Italie) est un maillon faible de la seconde crise générale.

Il y a là un aspect de la crise de surproduction de capital, dont la fermeture en 2014 de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois a été l'expression. Mais plus généralement, il y a une fonte des effectifs, l'industrie automobile française ayant perdu 120 000 emplois entre 2005 et 2019. Le capital scie donc la source de ses profits, tout en pensant faire des économies d'échelle pour garantir sa « compétitivité ».

En parallèle à la conquête du marché chinois, les monopoles ont également procédé à des vagues de délocalisation. Celles-ci ont surtout concernés la délocalisation vers les pays d'Europe de l'Est de la fabrication des modèles de voitures vendues dans les masses populaires des métropoles impérialistes (la fameuse Dacia, entreprise roumaine rachetée en 1999

par Renault).

La surproduction de marchandises suit ici la surproduction du capital. Le déplacement de moyens de production dans des zones à bas coût permettant de maintenir au plus haut le taux de profit tout en déversant ces marchandises dans les métropoles où existe une demande solvable.

Il serait bien évidemment erroné de ne voir la poursuite de l'accumulation du capital que dans la capacité à s'appropriier des zones extérieures. A la fin des années 1990, certaines usines françaises ont commencé à généraliser le travail le samedi et le travail de nuit (comme à Peugeot-Sochaux par exemple).

A partir des années 2010, l'offensive pour augmenter l'intensité de la production grâce à la modernisation technologique passe par les accords de compétitivité à Renault en 2013 (renouvelés en 2017), à PSA la même année, à Toyota à Valenciennes en 2017.

Les accords de compétitivité à Renault (2013, 2017) ont permis des économies d'échelle (environ 500 millions d'euros) et une hausse du taux d'utilisation de l'appareil productif (de 60 à 85 %). Cela est passé par 7 500 suppressions de postes en 2013, un gel des salaires et la mise en place d'« overtimes », « technique » de management issu de Toyota visant à augmenter le temps de travail en fin de journée si l'objectif hebdomadaire n'est pas atteint. Toyota Valenciennes « rationalise également le « takttime », c'est-à-dire le temps entre chaque voiture sur chaîne (passé de 90 secondes à 60 secondes en 2013).



En 2017, chez Renault l'« overtime » pouvait aller jusqu'à une heure en plus chaque jour. Dans le même temps, l'alliance avec Nissan en 1999 a permis la production du modèle Nissan à Flins, évitant ainsi la crise de rentabilité des chaînes.

S'ils contre-carrent la chute du taux de profit, ces accords élargissent la masse des profits puisqu'ils sont signés en contre-partie d'une garantie en volume de production. Cela n'empêche pas l'inexorable tendance à la chute du taux de profit, puisqu'il y a toujours moins d'ouvriers employés dans le secteur et que se pose la question de l'écoulement des marchandises produites.

De la surproduction de capital, on débouche sur la surproduction de marchandises. L'anarchie de la production entraîne un décalage entre le moment de la production et le moment de la consommation. Cela est lié au fait que le procès de production n'est qu'un support de l'auto-valorisation du capital.



Depuis quelques années, l'achat de voitures neuves n'a cessé de baisser en Europe, et le confinement a aggravé la situation, avec un recul de plus de 80 % des ventes en avril 2020. Il y aurait ainsi plus de 400 000 voitures neuves en attente d'être vendues.

L'annonce de nouvelles modalités de soutien à la demande fin mai ne vont pas suffire alors que la trésorerie des entreprises (principaux acheteurs de véhicules neufs) subit un impact. A cela s'ajoute le fait que les travailleurs restent circonspects dans l'achat d'un véhicule neuf, préférant plus largement les voitures d'occasion. Dans tous les cas, les aides de l'Etat pour la consommation ne peut, au mieux, qu'aider au « rattrapage » du retard, mais n'empêchera pas

la récession historique du secteur.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que ce ratatinement de la consommation soit dû uniquement à la baisse du « pouvoir d'achat ». Les voitures durent à la fois plus longtemps et dans le cadre de la contradiction ville/campagne, la voiture est utilisée au quotidien pour des petits trajets. De fait, les contre-tendance à la chute du taux de profit n'ont fait que freiner son expression. La cassure du cycle de valorisation engendrée par le Covid-19 montre comment cette tendance est le principal moteur interne à la crise générale du capitalisme.

A cela s'ajoute que les géants de l'automobile ont pensé trouver un développement infini avec l'Europe de l'Est et la Chine, alors qu'ils n'ont fait que déplacer leur zone d'effondrement. Avoir « exporté » le « surplus » de capitaux en Chine a eu un revers : le transfert technologique.



Dans les années 1990-2000, toute implantation de constructeurs en Chine se faisait en partenariat avec l'entreprise locale née en 1966, Dongfeng. Si ce partenariat a servi les géants de l'automobile français, cela s'est retourné en son contraire avec les fameux transferts de technologie. La cassure de la production/consommation engendrée par le confinement ne fait que renforcer l'effondrement des entreprises françaises et l'élan des constructeurs chinois.

3. Crise de surproduction et fuite en avant

Et ce retournement dans le rapport entre constructeurs français et chinois repose sur la question du véhicule électrique.

Les constructeurs chinois ont monopolisé à la fois l'extraction des ressources en lithium nécessaire pour la fabrication des batteries et opéré la reconversion de l'ensemble de leur parc automobile vers l'électrique. Ils ont certainement une longueur d'avance. A cela s'ajoute le développement de Tesla qui s'apprête à livrer une « gigafactory » cet été au sud-est de Berlin pour s'approprier le marché du véhicule électrique qui doit exploser en Europe d'ici 2025-2030.

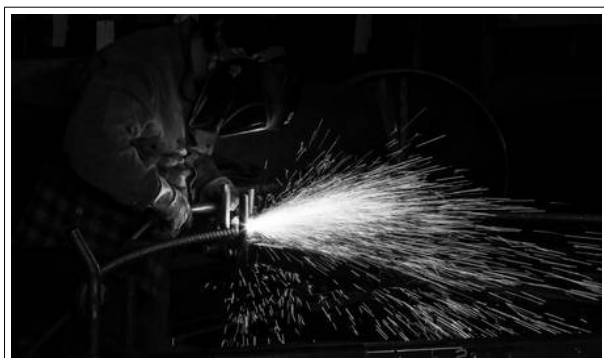
Devant la crise de surproduction, les monopoles français n'ont d'autre « choix » que de procéder à la relance d'un nouveau cycle par en haut, sans attendre l'émergence de nouveaux capitaux portant l'essor technologique.

C'est tout l'arrière-plan à l'« Alliance européenne des batteries », lancée en décembre 2018 par un accord franco-allemand et mis en avant par Emmanuel Macron lors du plan de relance de l'automobile. Le marché européen de la batterie électrique doit atteindre 45 milliards d'euros d'ici 2027 (20-30 % des parts du marché mondial), alors que les géants européens ne fabriquent qu'1 % des batteries mondiales.

De ce point de vue, on a une parfaite illustration du processus dialectique entre la crise générale et la tendance au monopole, comme le soulignait Lénine :

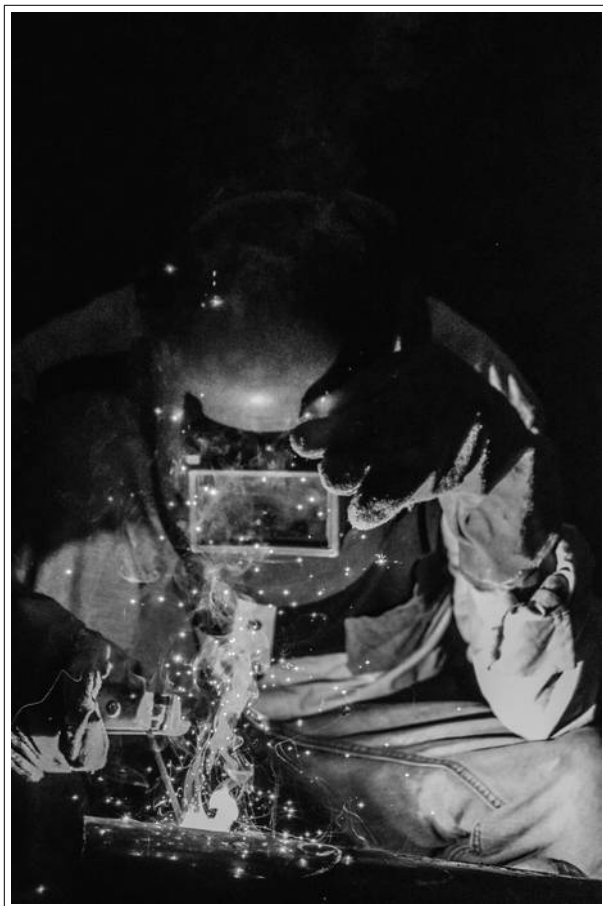
« Les crises de toute espèce, le plus souvent économiques, mais non point les seules crises économiques, accroissent à leur tour, dans de très fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole. »

L'alliance Total-PSA-Renault en ce domaine est actuellement un bon exemple de ce processus. Total avait d'ailleurs racheté en 2016 le leader des piles électriques, Saft (4 500 salariés, 7 millions de bénéficiaires, 2017).



Le plan de relance de l'automobile annoncée par Emmanuel Macron à la fin du mois de mai correspond à l'officialisation de cette stratégie, avec pour conséquence une main-mise unilatérale des monopoles sur le secteur.

Il y a là une expression directe de la tendance à la surproduction absolue de capital, exprimant la crise générale. Les capitalistes monopolistiques s'approprient par en haut l'ensemble de la branche, sans aucun espace possible pour l'innovation des petits capitaux. La masse des profits l'emporte, avec le risque d'effondrement des cycles de valorisation et une fuite en avant.



Quelle est cette fuite en avant ? L'étouffement anti-démocratique avec comme horizon la bataille pour les zones d'influence pour les gisements de lithium.

Avec ses grandes entreprises CATL et BYD, la Chine est en position de monopole sur la production de batteries électriques lithium-ion. A cela s'ajoute, les entreprises Tainqui et Ganfeng qui contrôlent un tiers de l'offre mondiale de lithium avec la possession directement de mines australiennes et chiliennes, mais aussi dans le « triangle du lithium » (Argentine, Bolivie, Chili).

La bourgeoisie française parle donc à propos des batteries électriques d'une question de « souveraineté nationale » du fait d'une dépendance générale aux importations asiatiques, et en particulier chinoises.

Telle est la fuite en avant comme expression de la seconde crise générale en cours dans le secteur automobile français. La crise de surproduction absolue du capital amène la domination des monopoles dans toute la société, avec la guerre de repartage comme horizon. C'est toute la dynamique crise-concentration-guerre de repartage-révolution qui se met en place. ■



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1

[en pdf téléchargeable](#)

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste (page 3)
- Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie (page 7)
- Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcée à la surproduction (page 13)
- Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? (page 18)
- La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France (page 20)
- La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 (page 25)
- L'affrontement sino-américain au cœur de la crise (page 27)
- L'affrontement Chine - États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde (page 30)
- L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme (page 35)
- Sur la crise générale du capitalisme [1995] (page 37)

JUN 2020

2

Les évènements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social

Lorsqu'on analyse la France dans l'avant et l'après confinement, on comprend bien que la crise générale du capitalisme comporte une crise de l'ensemble des rapports sociaux. Ce sont toutes les valeurs de collectivité qui sont rongées et s'effondrent. La matrice « sursaut de civilisation » et « décadence » forme bien la clef primordiale pour saisir la crise générale dans toutes les situations.

Car en effet, la crise générale qui procède d'une cassure du cycle de valorisation du capital n'engendre pas uniquement et simplement « plus » de misère sociale, plus de difficultés économiques. La crise engendre elle-même, pour elle-même et par elle-même, l'accentuation de la déliquescence morale comme reflet suicidaire de la misère sociale. Pour le dire autrement : à la hausse de la misère et des difficultés répond, dans un premier temps, une hausse de la fuite en avant destructrice avec un repli chauvin sur la bande et l'ultra-violence comme protection sociale.

I. L'accumulation du capital et le lumpenprolétariat

a) L'accumulation du capital et les différentes couches de l'armée de réserve

Dans le chapitre XXIII du Capital, Karl Marx analyse la loi générale de l'accumulation du capital. Ce chapitre comporte une quatrième sous-partie d'analyse, intitulée « les diverses formes d'existence de la surpopulation relative » ou « loi générale de l'accumulation capitaliste ».

Il faut donc bien voir que cette sous-partie intervient comme conclusion de l'ensemble de la démonstration scientifique des résultats l'accumulation capital.



Pour Karl Marx, il y a donc quatre formes de l'armée de réserve, la flottante, la latente, la stagnante et enfin « le dernier résidu de la surpopulation relative habite l'enfer du paupérisme. Abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, et de ce tout qu'on appelle les classes dangereuses ».

Karl Marx explique ainsi que

« Plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposée. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe ouvrière, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste »



Plus la productivité du travail augmente, plus il y a de marchandises écoulées, donc plus de prolétaires employés, et donc plus il y a de richesses. Mais d'un autre côté, plus il y a de technologie employée, plus la part des prolétaires baisse dans la production. C'est l'armée de réserve, dont la « couche des Lazare », ou lumpenproletariat, forme le « point mort » absolu.

Comment comprendre l'accroissement de la « couche des Lazare, « le paupérisme officiel » comme « loi générale, absolue » ?

Cela doit être compris avec le fait que cette « surpopulation », c'est-à-dire une frange prolétaire qui ne trouve pas à se faire exploiter aux conditions de valorisation du capital, se trouve jetée en dehors même du circuit capitaliste. Il faut bien voir que les trois premières formes (flottante, latente, stagnante) de l'armée de réserve font partie de

la classe ouvrière, alors que la dernière est dans une telle situation de déchéance sociale et morale qu'elle en est exclu, tout en étant un résidu, un rebut pourrait-on dire, de la classe ouvrière.

C'est pour cela que Marx parle à ce propos de « surpopulation consolidée » : elle n'est ni flottante, ni latente, ni même stagnante, elle est « consolidée » dans la misère la plus totale. Ce sont les « classes dangereuses » ou lumpenproletariat.

b) Impérialisme, immigration et lumpenproletariat

Dans le stade impérialiste du capitalisme, les monopoles ont un poids énorme dans la production de la richesse. Comme l'a expliqué Lénine, ce poids se traduit par le fait essentiel qu'est le partage de zones d'influence mondiales pour l'exportation de capitaux. Cela est un reflet de la bataille des capitalistes pour contrer la chute du taux de profit.

Un des aspects, moins connu car moins développé à l'époque où écrit Lénine (1916-1917), est le flux d'émigration-immigration. Lénine constate ainsi que l'impérialisme se caractérise par la réduction de l'émigration intérieure des pays capitalistes (exode rural), au profit d'une immigration d'ouvriers dans les métropoles, issus des pays semi-féodaux semi-coloniaux.

« Il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas (...).

En France, les travailleurs de l'industrie minière sont "en grande partie" des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols. Aux États-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués.

L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.»

Lénine parle bien de « pays plus arriérés », non pas simplement en sens « économique », mais aussi au sens culturel, l'un étant le reflet de l'autre pour le matérialisme dialectique. La frange immigrée de la classe ouvrière qui occupe des postes peu qualifiés et, du fait de l'arriération culturelle, se retrouve plus difficilement intégrée au tissu prolétarien. Au moment de la crise générale, elle tombe ainsi plus vite dans la forme résiduelle de la réserve, de part ses conditions de vie sociales et culturelles.

Il est ainsi tout à fait possible de faire l'hypothèse que dans le cadre du développement inégal, la frange immigrée de l'armée de réserve, notamment ses parties latentes et stagnantes, sombre dans le « *dernier résidu de la surpopulation* » au moment de la crise générale.

C) Crise générale et compréhension du lumpenprolétariat

Seconde crise générale et compréhension de la quatrième forme résiduelle

Comprenons bien la chose : lorsque l'accumulation du capital est brisée (crise générale), ce n'est pas tant que l'armée de réserve croît mécaniquement – d'autres secteurs absorbent des prolétaires de par le développement inégal – mais plutôt que certaines de ses parties pourrissent sur pied. Le pourrissement social d'une partie de l'armée de réserve correspond au bond que celle-ci subit dans le cadre de la crise générale.

Ceci étant dit, il faut maintenant regarder les modalités concrètes de ce pourrissement d'une partie de la réserve. On peut constater ici que Lénine a analysé l'effet de l'immigration sur la frange qualifiée, supérieure, de la classe ouvrière en montrant les racines de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. L'effet de celle-ci sur la réserve n'a, du fait des modalités historiques de son époque, pas été plus analysé.



Au moment de la première crise générale, le rapport du mode de production capitaliste aux pays « arriérés » était établi sur une modalité coloniale ou semi-coloniale.

En parallèle, le mouvement ouvrier plus puissamment constitué avait une capacité à la fois dans la reconstitution rapide du tissu prolétarien et pour s'opposer au flux de migration, comme arme du capital dans la lutte des classes. Cela est vrai jusqu'aux années 1960-1970 où des vagues massives de migration des pays « décolonisés » se sont succédé, dans le cadre d'un nouveau rapport entre la métropole et les pays semi-féodaux semi-coloniaux.



La partie de l'armée de réserve qui pourrit sur elle-même est bien évidemment celle qui est à la fois le moins façonnée par la classe ouvrière (l'armée active) et donc par ses traditions sociales et politiques, et à la fois celles qui se retrouve, culturellement, de plus en décalage avec la société dans lesquelles elles se trouvent, l'un étant le reflet dialectique de l'autre.



Ce phénomène est le produit du processus de composition-recomposition du tissu prolétarien, sans cesse oxydé par les mouvements anarchiques de l'accumulation du capital. On peut formuler une tendance : plus le tissu prolétarien se reconstitue rapidement et solidement, moins les parties de la réserve les plus isolées et les plus arriérées culturellement sombrent dans le lumpenprolétariat ; moins la classe ouvrière s'unifie et en capacité de s'organiser, plus la forme résiduelle de l'armée de réserve grossit en lien avec l'impérialisme.

Il est donc imaginable que c'est dans le cadre des débuts de la seconde crise générale que l'on peut mieux comprendre l'ampleur de la crise sur l'armée de réserve. Il faut donc saisir les liens existants entre les flux d'immigration des pays semi-féodaux, semi-coloniaux vers les métropoles impérialistes, la crise générale et la mutation qualitative de la forme résiduelle de la réserve.

Lumpenprolétariat et fascisme, caisse de résonance de la crise générale

Remarquons que nous parlons bien ici du lumpenprolétariat de l'époque du capitalisme en déclin. Marx et Engels ont également parlé du lumpenprolétariat lié à l'élan naissant du capitalisme (XVIe- milieu du XIXe) qui se recrute dans les interstices de la décomposition du féodalisme et pouvait jouer, en partie, un rôle positif auprès de la bourgeoisie. Dans l'époque de déclin du capitalisme, le lumpenprolétariat est une couche sociale régressive :

« Il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'une grande partie de cette classe, surtout l'élément des villes, possédait encore à l'époque un fonds considérable de saine nature paysanne et était encore loin d'avoir atteint le degré de vérialité et de dépravation du Lumpenproletariat civilisé d'aujourd'hui. »
(Engels)

Il y a un moment où le lumpenprolétariat, forme résiduelle de la réserve, joue un réel rôle politique pour le compte d'une partie de la bourgeoisie. C'est dans le fascisme, c'est-à-dire le moment aigu du pourrissement capitaliste en crise générale.

Dans la crise générale, on sait que la division dans la bourgeoisie s'intensifie et que les troubles sociaux paralysent l'élan social et économique. Cela passe par le déclassement de la petite-bourgeoisie et l'accroissement du paupérisme dans les masses populaires, le tout aboutissant à aiguïser les luttes de classe.

Or, il y a le point mort de l'armée de réserve que constitue le lumpenprolétariat qui est de nature instable, insaisissable et agit comme saboteur du mouvement ouvrier. Dans ce contexte, cette couche sociale se trouve mobilisée pour le compte de la fraction de la bourgeoisie la plus agressive, celle représentant le fascisme. Comme l'a bien dit Dimitrov, le fascisme est un

« système gouvernemental de **banditisme politique**, un système de **provocation** et de tortures à l'égard de la classe ouvrière et des éléments révolutionnaires de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et des intellectuels. C'est la **barbarie médiévale et la sauvagerie** »



C'est dans le point mort de l'armée de réserve que se recrute les éléments anti-sociaux, produit du pourrissement social, capables de remplir les pires besoins pour le compte de la fraction agressive, réactionnaire de la bourgeoisie.

Le « banditisme politique », la « provocation » et le style de « sauvagerie » se retrouve précisément dans le lumpenprolétariat qui vivote dans la société capitaliste et se retrouve en état de putréfaction avancée, placée en dehors de tout cadre moral et collectif, lors de la crise générale.

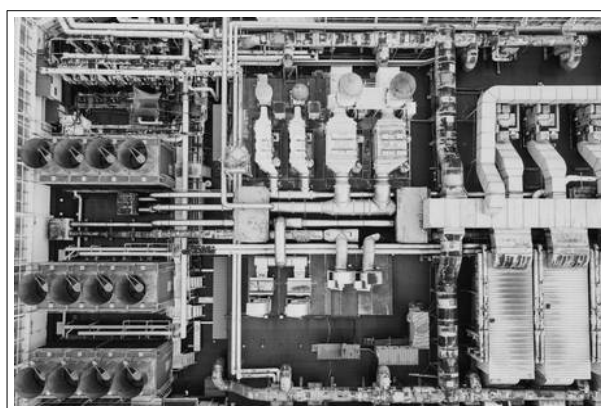
Au XIXe siècle, cela avait déjà été perçu très nettement par Marx et Engels, que cela soit dans l'avènement de Napoléon III, instaurant un régime impérial autoritaire, ou en général

dans la mise en place de milices paramilitaires servant la réaction bourgeoise. Dans le Manifeste il est dit

« Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction »

On estime que les « chemises noires » de Benito Mussolini, les « squadristis », étaient composés outre de bourgeois et de soldats démobilisés de la Première guerre mondiale, de chômeurs. De la même manière qu'il est connu que les Sections d'Assaut du NSDAP, troupes de choc ayant procédé à des actions de terreur à l'encontre du mouvement ouvrier allemand dans les années 1920-1930, était composé pour beaucoup de lumpenprolétaires. L'anticapitalisme romantique du lumpenprolétariat, gonflé par la valorisation de la contre-bande, de l'individu solitaire réalisant sa richesse en dehors du travail et au détriment de la société, se trouve bien intégré à ces organismes de rue fascistes.

Que cela soit les S.A allemands ou les « squadristis » italiens, ces structures paramilitaires reflètent bien la mentalité « lumpen » tournée vers la violence anti-sociale, la brutalité comme gage de salut individuel où se mélange romantisme et esprit de banditisme.



Le lumpenprolétariat le plus éloigné de la culture prolétarienne et des organisations révolutionnaires se retrouvent ainsi le plus aptes à se mettre au service de la fraction de la bourgeoisie impérialiste. L'isolement du lumpenprolétariat d'avec le tissu prolétarien se fait généralement dans les milieux urbains proche des grandes villes où vivent justement l'ensemble des « Lazare ». Mais il peut aussi se réaliser dans le cadre de la dégradation des flux migratoires engendrés par l'impérialisme.

Le 5 septembre 1937, le journal de centre-gauche « La jeune République » écrit dans l'article « La grande misère des ouvriers algériens dans les mines de l'est de la France » :

« il est inadmissible de laisser le haut patronat embaucher des malheureux, en escomptant leur qualité d'anciens militaires pour les destiner à jouer un « rôle important dans la lutte sociale ». On se rappelle trop les premiers exploits des hommes de la « Sidilarité » française, créée par M. Coty. Nous ne voulons pas que la misère de ces anciens combattants serve à constituer des troupes de choc contre la paix civile. »

La « solidarité française », mouvement fasciste fondé par le parfumeur René Coty, avait généré les « chemises bleues », une structure para-militaire calquée sur le squadriste italien et les SA allemands. Elle avait réussi à recruter massivement des ouvriers immigrés d'Algérie licenciés des mines de l'est. Cela a tellement marqué cette organisation que la presse la nommait la « Sidilarité française », « sidi » signifiant « monseigneur » en arabe .

Le lumpenprolétariat, ce point mort de l'armée de réserve industrielle, constitue une base à la fois sociale et morale pour la constitution d'une force paramilitaire au service des monopoles et leur fuite en avant vers la guerre impérialiste.

II. La crise générale voit se rétracter l'accumulation du capital qui fait pourrir l'armée de réserve

a) La décadence de la bourgeoisie forme un appel d'air aux éléments anti-sociaux, anti-civilisation

Il faut bien remarquer que la crise générale approfondit la décadence de la bourgeoisie qui sent la réalité s'éroder sous ses pieds. Elle perd le contrôle de la situation et s'enferme toujours dans une fuite en avant, célébrant le subjectivisme et le relativisme.

On connaît les modalités par lesquelles cela a abouti à faire triompher l'idéologie post-moderne, dont la petite-bourgeoisie universitaire est un vecteur majeur. Mais la décadence trouve un écho également dans le lumpenprolétariat, et plus qu'un écho on peut même dire que le phénomène de décadence de la bourgeoisie forme un appel d'air pour les éléments anti-sociaux.



Dans son analyse du coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en décembre 1852, Karl Marx a très bien détaillé cette couche d'éléments anti-sociaux qui aide à la prise du pouvoir d'une figure anti-sociale, minable, sans profondeur. Cela correspond en réalité à la fonction du lumpenprolétariat d'être une courroie de transmission des intérêts de la bourgeoisie décadente dans les masses populaires :

« À côté de roués détraqués, aux moyens de subsistance douteux et d'origine douteuse, à côté de rejets dépravés et basement aventureux de la bourgeoisie, il y avait des vagabonds, des soldats libérés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des escrocs, des charlatans, des lazzaroni, des voleurs à tire, des escamoteurs, des joueurs, des maquereaux, des souteneurs, des tenanciers de bordels, des portefaix, des plumitifs, des joueurs d'orgue, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, en un mot, toute cette masse amorphe, décomposée, flottante, que les Français nomment la bohème ; c'est avec cet élément quasi consanguin que Bonaparte constitua le fonds de la Société du 10-Décembre. »

Il est d'ailleurs marquant que Marx utilise le terme français de « bohème » pour parler cette couche sociale, c'est-à-dire les artistes oisifs des villes du XIXe siècle. Au XXIe siècle, les grandes métropoles urbaines génèrent une vaste couche intermédiaire petite-bourgeoise qui vit d'emplois inutiles et qui, sous le poids de la crise générale, bascule rapidement dans le lumpenprolétariat.

Cette couche intermédiaire ne se « prolétarise » pas, car elle a un style de vie basé sur le refus du travail, une mentalité anti-matérialiste, ce qui fait que le déclassement la jette plus

directement dans les « magouilles » des lumpen. Cela est en fait également vrai pour une partie de la haute bourgeoisie qui a aussi une vie parasitaire, de rentier.



Le renforcement du lumpenprolétariat est une expression directe du pourrissement général de la société bourgeoise. Il n'est pas simplement issu du déclassément du prolétariat (« sous-prolétariat »), mais bien un reflet de la corrosion anti-sociale générée par la crise générale du capitalisme sur toutes les couches de la population.

Entrée en décadence, la bourgeoisie est incapable d'assurer une direction morale et culturelle de haut niveau. Le niveau d'organisation de l'État est toujours plus médiocre et cela forme un appel d'air pour les éléments anti-sociaux. Il n'y a qu'à penser ici aux maisons closes dans le Paris de la Belle époque aidant à l'expansion de réseaux mafieux, ou de l'ouverture en 2016 de la première salle de shoot en plein Paris.

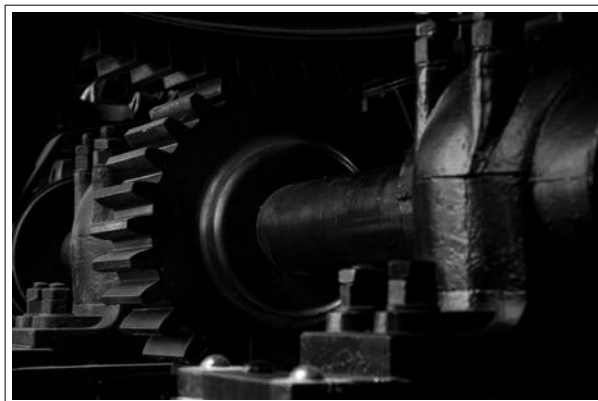
L'écho que trouve la bourgeoisie décadente dans le lumpenprolétariat nous amène à comprendre dans sa signification un des aspects de la morale révolutionnaire, dont parlait Lénine dans un entretien avec Clara Zetkine en 1924 :

La Révolution exige la concentration, le renforcement des énergies. Des individus autant que des masses. Elle n'admet pas des excès, qui sont l'état normal des héros décadents à la d'Annunzio. L'excès des plaisirs sexuels est un défaut bourgeois, c'est un symptôme de décomposition. Le prolétariat est une classe qui monte. Elle n'a pas besoin de stupéfiant ni de stimulant. Pas plus au moyen de l'excès des plaisirs sexuels qu'au moyen de l'alcool. Elle ne doit pas et ne veut pas s'oublier elle-même, oublier l'horreur et la barbarie du capitalisme. Les motifs d'action, elle les tire de ses propres conditions d'existence et de son idéal communiste. De la clarté, de la clarté, et encore de la clarté, c'est de cela qu'elle a surtout besoin ! C'est pourquoi, je le répète, pas d'affaiblissement, pas de gaspillage d'énergies ! La maîtrise de soi, la discipline intérieure, cela n'est pas de l'esclavage, même en amour !

b) Le trafic de drogues comme expression du pourrissement social

S'il y a un phénomène qui illustre bien la corrosion anti-sociale, c'est la banalisation croissante des trafics et de la consommation de drogues.

En 2018, on estime que le trafic de drogues représente 3,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France. Depuis qu'il a été intégré en 2018 au PIB – reflet là aussi de la décomposition de la bourgeoisie –, on estime que le trafic représente 0,1 point de la richesse intérieure du pays.



Le cannabis reste le premier marché de stupéfiant, avec une consommation annuelle estimée à entre 370 et 580 tonnes par an (résine et herbe confondus), avec une teneur en THC de plus en plus élevée, avec un impact toujours plus délétère pour la santé.

Au Maroc, dans la région du Rif, le cannabis ferait vivre 800 000 personnes. Le pays a autorisé pendant le confinement la navigation de bateaux de pêche dans la zone, afin d'éviter tout problèmes social dans cette région très contestataire à l'encontre de l'étouffement par la royauté marocaine.

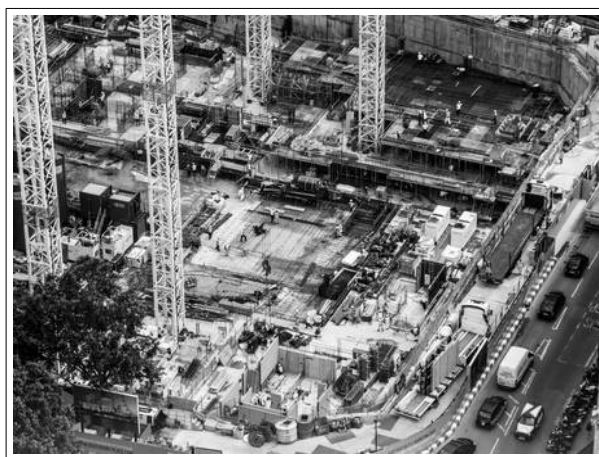


La hausse de consommation du cannabis a pourtant augmenté, alors qu'il y a eu une rupture dans la chaîne d'approvisionnement. Fin avril, le questionnaire en ligne anonyme « Cannavid » révélait que plus du tiers des consommateurs quotidiens de cannabis disaient avoir augmenté leur consommation. La France est elle-même le pays le plus usager de cannabis d'Europe, avec environ un million de consommateurs quotidiens, dominés par des hommes de moins de 40 ans. Une bonne partie l'utilise d'ailleurs pour éviter des situations de stress que le

confinement aurait aggravé.

Le marché de la drogue est plus que tout autre conditionné par le flux-tendu. La rupture d'approvisionnement a été fatale, et cela d'autant plus que de nombreux consommateurs ont constitué des stocks juste avant le confinement. On a là aussi un aspect de la profonde décomposition morale, psychologique, d'une partie de la jeunesse masculine française, littéralement paralysée par la crise.

L'effondrement de l'offre s'est donc réalisée en parallèle d'une explosion de la demande, avec une chute d'au moins un tiers du trafic. Le résultat a été que les prix ont explosé, avec une hausse estimée entre 30 à 60 %. La barrette de 100 grammes de cannabis est par exemple passée de 280 à 500 euros en une semaine, augmentant les rivalités entre bandes de dealers.



A Rennes, l'agression d'un trafiquant a entraîné trois tentatives de règlements de compte au mois d'avril, dont des tirs de coup de feu dans la soirée du 12 avril dans la quartier du Blosne. Ceci est un exemple, parmi tant d'autres, qui illustre l'extension de la violence anti-sociale en dehors des grandes villes. La crise du covid-19 a approfondi cette tendance, déjà en cours depuis quelques années.



Le secteur a vu se renforcer les gros réseaux monopolistiques, moins dépendant des aléas des « go fast », plus connectés aux sources et aux réseaux d'exportation comme le Maroc pour le cannabis. D'un autre côté, le confinement a donné de la vitalité aux plus petits dealers, notamment avec l' « uberisation » (vente à domicile via les réseaux sociaux) et le boom de la production locale.

c) La Grèce, laboratoire avancé du phénomène de « cannibalisme social »

La Grèce est un pays qui a été à l'avant-poste de la décomposition sociale et morale dans le cadre de la crise générale. Ce pays a en effet été durement impacté par la crise de 2008-2009.

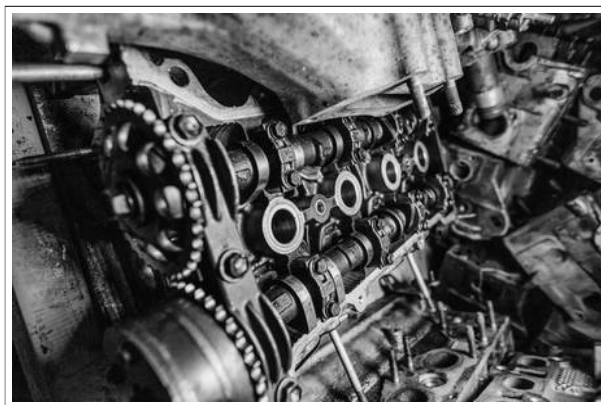


L'État grec fut miné par une explosion de sa dette publique (177 % du PIB en 2014), entraînant un recul des investissements dans le pays avec une importante récession (25 % de chômage). A Athènes, la scène contestataire s'est renforcée dans le quartier d'Exarcheia, développant une analyse liant crise économique et pourrissement social.

Les « anarchistes sociaux » ont même formé des assemblées contre ce qu'ils appellent le « cannibalisme social », c'est-à-dire la mainmise des mafias, des petits trafics de drogues et plus généralement des mentalités anti-sociales dans le quotidien des quartiers. Il y a là un aspect de la compréhension dialectique des rapports sociaux dans la crise générale.

Le 16 mars 2020, la « Collectivité pour la liberté de Kallithea », une banlieue d'Athènes, remarquait que « le cannibalisme social est en augmentation. Il y a des milliers de personnes qui, suivant des logiques terrifiantes, gèrent ou vident des supermarchés et des pharmacies sans aucun sens de la responsabilité sociale, privant leurs semblables et les personnes vraiment malades des nécessités de base ».

Ces anarchistes fustigent alors tous ceux qui « *se taisent, acceptant ou discutant avec ceux qui tentent d'imposer la "féodalisation"* » (Assemblée pour la réappropriation des Exarchates, juillet 2017). Ils pointent ainsi du doigt tant la misère sociale suite aux licenciements et la faible protection sociale que les flux incontrôlés de migrants arrivant en Grèce ces dernières années, alimentant le trafic de drogues et l'emprise des mafias qui emploient des personnes pour gérer des faux commerces, des vigiles dans les boîtes de nuit, etc.



A la fin février 2016, après qu'ils aient été critiqués pour des remarques sexistes à l'encontre d'une femme, des mafieux ont procédé à des attaques au couteau dans le quartier d'Exarcheia. Un cortège compact de plus de 200 personnes, protégées par un service d'ordre armé, a répondu à ces « comportements anti-sociaux ».



Ces formes grecques d'organisation répondent à l'un des aspects de la lutte contre le « cannibalisme social ». La classe ouvrière en France qui voit une partie de ses rapports sociaux s'autodétruire dans ce phénomène peut en ce sens apprendre de l'expérience grecque.

A ce titre, les différentes « brigades des mères » à Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne, à Poitiers en Charente-Maritime, qui « tiennent » les halls d'immeubles afin d'empêcher l'essor des trafics, font partie du processus d'avant-crise. Ces initiatives populaires sont amenées à se généraliser de part le fait qu'elles portent la civilisation en opposition au pourrissement social de la forme résiduelle de la réserve qui se concentre dans les quartiers HLM.

La misère sociale ne se transforme pas, mécaniquement, en la lutte sociale, mais peut aussi se développer dans une spirale auto-destructrice. La misère engendre possiblement la misère en détruisant les dynamiques collectives d'émancipation. Ne pas voir cela, c'est tomber dans le spontanéisme en se voilant la face.

III. Le « cannibalisme social » comme substance des événements à Dijon

a) La crise de Dijon : pourrissement et cannibalisme social

La cassure dans le cycle d'écoulement des marchandises de drogues a tendu la situation à la fois des populations liés aux trafics et à la fois celles directement exposés aux conséquences de ces derniers.

Ainsi, le week-end des 13 et 14 juin a été marqué par des affrontement ultra-violents à Dijon, préfecture de la Bourgogne Franche-Comté, où résident plus 155 000 personnes.

Pendant trois soirs d'affilés, des centaines de membres de la communauté tchéchène ont organisé un véritable raid punitif contre des dealers d'un quartier, sans qu'il n'y ait véritablement d'intervention policière lors des violences. Il y a eu six blessés, dont un gérant d'une pizzeria du quartier populaire des Grésilles blessé par des balles dans le dos.

C'est là un aspect de la décomposition de l'État, incapable d'organiser la collectivité et de centraliser toute intervention contre des agissements communautaires anti-sociaux. On se trouve sur une société pratiquement retombée dans une organisation féodale où ce sont des communautés qui font la loi et fondent l'ordre social. Cela est évidemment unilatéral, car il faudrait plutôt parler d'une logique communautaire à l'américaine, plutôt que d'un système réellement féodal – les bases matérielles n'existant plus dans la métropole impérialiste



L'affrontement à Dijon entre la communauté tchéchène et les dealers de Dijon, mais aussi dans un quartier de Chenove en périphérie de Dijon, peut être saisi avec un des tags que les dealers ont écrit sur une façade du quartier des Grésilles : « Vive Dijon, Nice, Toulouse. Non aux milices ». Cela fait écho à une recrudescence d'affrontements violents entre tchéchènes et dealers dans différentes villes.



À Nice, le trafic de drogue a empiré avec le confinement, avec de nombreux jeunes se rassemblant quotidiennement pour venir acheter de la drogue dans un quartier de la ville. La communauté tchéchène, qui contrôle la sécurité des établissements de nuit, aurait ainsi procédé à des « nettoyages » de points de deals, allant même jusqu'à coller des affiches « le réseau est fermé définitivement ». Cela déboucha sur des affrontement violents, allant de voitures incendiées jusqu'à des tirs par balles de dealers blessant trois tchéchènes.

Depuis 2018, à Toulouse, le bailleur social « Toulouse Métropole Habitat » emploie l'« Azurienne de protection » composée d'anciens militaires et policiers tchéchènes ayant fui la guerre terriblement meurtrière face à la Russie, pour sécuriser les halls d'immeubles.

Dans un des quartiers populaires de cette ville, les dealers menacent par lettre les habitants en cas de coopération avec la police et taguent leurs « offres » sur les murs. Les tensions sont très fortes et le 11 mars au matin, une fusillade a éclaté dans le quartier de la Reynerie, blessant six tchéchènes de l'« Azurienne de protection ».

C'est dire la situation qui prévaut, alors que les Tchétchènes sont des personnes qui ont précisément fui la guerre dans leur pays, qui s'est déroulée en deux temps, entre 1994 et 1996 puis entre 1999 et 2009. Les massacres et l'usage d'une torture généralisée ont profondément marqué cette émigration, habituée à faire face à l'ultra-violence. Cela a également façonné une criminalité organisée, plus ou moins liée à la radicalisation islamiste. 10 % des français partis en zone irakienne et syrienne ces dernières années étant d'origine tchétchène.



Le trafic de drogues est ainsi bien l'arrière-plan de la sombre affaire de Dijon. Plus généralement, il relève de la décomposition des relations sociales, avec un affrontement entre les dealers qui expriment le pourrissement de la vie quotidienne dans l'ensemble des zones populaires, à la ville comme à la campagne.

b) La signification des événements à Dijon : les tensions féodales s'imbriquent aux turbulences de la crise générale

Les affrontements décrits relèvent d'une implosion sociale faisant s'entre-mêler la mentalité clanique féodale et l'agressivité ultra-capitaliste. On trouve ici un des aspects mentionnés précédemment à propos du lien entre flux d'immigration, crise générale et bond qualitatif de la partie résiduelle de la réserve.



Le regain de tension lié à la crise du trafic de drogues du fait du confinement se heurte à une communauté tchétchène marquée par les deux guerres dite d'indépendance qui se sont soldées par une défaite sanglante.

Ce conflit, opposant la Fédération russe et un mouvement rebelle tchétchène, dont certains parties furent liées au mouvements islamistes et à l'extrême droite ukrainienne, a fait 130 000 morts et 350 000 réfugiés. La capitale, Grozny, dont est issu la majorité des tchétchènes en France, a pratiquement été

rasé.

Cette guerre a été l'expression de la main-mise de l'oligarchie russe liée sur le complexe militaro-industriel dans le cadre de la dislocation du social-impérialisme soviétique. En Tchétchénie, cela a laissé place à des logiques claniques très violentes dominées par un islamisme radical de tendance sunnite. Le basculement dans le religieux, dans l'esprit rétrograde anti-culturel des clans, a littéralement déchiré le tissu social des Tchétchènes, les protégeant à court terme, mais les affaiblissant terriblement à moyen terme.

Ce n'est pas pour rien que déjà, fin avril 2020, 50 tchétchènes armés venaient « venger » un jeune « humilié » à Barberey-Saint-Sulpice, un petit village de 1 449 habitants en périphérie de Troyes dans l'Aube. Dans ce petit village se trouve un hôtel F1 en zone industrielle qui accueille des personnes migrantes dans une partie des chambres, dans des conditions sanitaires particulièrement dégradées. C'est dans ce contexte qu'un père tchétchène n'a pas supporté que son fils soit expulsé d'un stade de foot où jouaient des migrants africains, réclamant vengeance. L'expédition se termina par quatre blessés, certains qualifiant cela d'une « scène de guerre ».



Au mois de mai, c'est à Rouen que de nombreux tchétchènes étaient venus également se venger d'un ravisseur présumé d'un jeune de la communauté.



Fuir une guerre marquée à la fois par des tortures de masses de la part de la Russie et une rébellion clanique islamiste pour arriver en France ne peut que produire un énorme décalage social et culturel, de part l'inégal développement. Normalement, le tissu prolétarien doit pouvoir absorber et unifier la classe, mais du fait de l'approfondissement de la domination impérialiste, les flux de migration viennent chambouler l'ensemble des rapports sociaux qui finissent par craquer.

La classe ouvrière se retrouve incapable d'absorber et de se recomposer, et cela est d'autant plus vrai dans la crise générale. Par conséquent, devant l'impossibilité de s'intégrer dans le processus de lutte de classe, il ne reste plus que l'auto-destruction sociale et la fuite en avant.

On a là en réalité l'imbrication des réalités du semi-féodalisme produites par l'impérialisme et dans le même temps se heurtent aux réalités de la métropole rongée par la décadence, dont les trafics de drogues, en réponse à l'augmentation de la consommation, sont un symptôme.



L'ultra-violence anti-sociale fondée sur une logique de clans communautaires se déploie alors dans une société où l'État est en complète déliquescence, puisque la bourgeoisie n'est plus capable de faire face aux profonds troubles engendrés par sa domination. C'est même sa domination elle-même qui s'effrite sous le poids des troubles eux-mêmes produits par la crise générale.

Comme le disait Marx et Engels, « *la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées* ».

L'instabilité généralisée et la retombée dans la barbarie forme un aspect de la seconde crise générale, qui doit être marqué par un « sursaut de civilisation », un refus d'une régression dans une société où ce sont des « clans », et des « seigneurs de guerre » qui imposent leurs règles et leur loi. Cela nécessite de dresser une juste compréhension du rapport entre les différentes parties de l'armée de réserve et la classe ouvrière dans sa capacité d'unification et d'organisation.■

La guerre, ce monstre qui fait s'entre-tuer les hommes, finira par être éliminée par le développement de la société humaine, et le sera même dans un avenir qui n'est pas lointain.

Mais pour supprimer la guerre, il n'y a qu'un seul moyen: opposer la guerre à la guerre, opposer la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire, opposer la guerre nationale révolutionnaire à la guerre nationale contre-révolutionnaire, opposer la guerre révolutionnaire de classe à la guerre contre-révolutionnaire de classe. . .

Lorsque la société humaine en arrivera à la suppression des classes, à la suppression de l'État, il n'y aura plus de guerres — ni contre-révolutionnaires, ni révolutionnaires, ni injustes, ni justes.

Ce sera l'ère de la paix perpétuelle pour l'humanité. En étudiant les lois de la guerre révolutionnaire, nous partons de l'aspiration à supprimer toutes les guerres; c'est en cela que réside la différence entre nous autres communistes et les représentants de toutes les classes exploiteuses.

Mao Zedong

CANNIBALISME SOCIAL :

COMMUNIQUÉ D'EXARCHEIA DE

JUILLET 2016

Illes photos sont d'une manifestation de plusieurs milliers de personnes en mars 2016

Nous prenons la responsabilité de l'exécution du mafieux Habibi [le 7 juin 2016 à Athènes], qui pendant des années a été en première ligne dans les violents incidents avec les résidents et les personnes fréquentant le quartier d'Exárcheia, culminant dans l'attaque meurtrière contre trois camarades du centre social occupé VOX, le mois dernier.

Le caractère paranoïaque de cet individu en particulier et la violence impitoyable qu'il infligeait à la moindre provocation a fait de lui un serial killer potentiel, la peur et la terreur du quartier. Le harcèlement, le vol et les coups de couteaux étaient inclus dans le répertoire de sa présence quotidienne sur la place d'Exárcheia, lui donnant l'espace pour prétendre être le leader de quelque chose que personne ne pourrait, pensait-il, venir lui disputer.

Avec la force d'une bande de cannibales l'entourant, mais également avec l'appui de la mafia et de la police, il agissait sans être dérangé, vendant des drogues et terrorisant le voisinage, qui était sans défense et incapable de lui faire face soumis à son pouvoir et réduit au silence.

La peur causée par son activité criminelle lui a donné toujours davantage d'audace, l'amenant à mener de manière répétée des assauts avec des intentions meurtrières devant les yeux de dizaines de gens, laissant derrière lui des gens en sang, à moitié mort, alors que lui restait tranquille et fier.

Et cela parce que, malgré qu'il ait été dépendant aux drogues et paranoïaque, il savait très bien qu'il n'y aurait aucune conséquence. Parce qu'il savait que personne n'interviendrait, étant donné qu'en tant qu'employé de la mafia, il était essentiellement un employé de la police également. Cependant, son audace s'est montrée « suicidaire » finalement, quand il a fait l'erreur d'attaquer trois camarades anarchistes du centre social occupé VOX, blessant deux d'entre eux.



Ce fut la goutte d'eau faisant déborder le vase et la mise en œuvre de la justice populaire-révolutionnaire exigeait la sentence de mort.

Cela non seulement dans le cadre de la vengeance pour les camarades blessés, mais également en défense d'un voisinage tellement traumatisé, qui se sentira soulagé, nous en sommes certains, à la nouvelle de l'exécution de cette ordure. Parce que quelqu'un devait mener une action. Pour la restauration même marginale des rapports de pouvoir dans le voisinage d'Exárcheia, pour le rappel que le bras long du para-Etat [la mafia] doit faire face à l'arme punissante du mouvement.

En parlant du para-Etat, nous devons clarifier ici que pour nous l'exécution de cet individu en particulier ne se limite pas à un simple coup contre le « cannibalisme » qui règne à Exárcheia. Nous ne percevons pas la violence « cannibale » comme un phénomène social généralisé. Nous ne sommes pas des sociologues ; nous nous positionnons dans la classe qui est en guerre avec le capital et en tant que tel nous entrons dans la bataille pour regagner Exárcheia.

Avec cette orientation, cette exécution spécifique s'étend également avec le conflit physique avec le regroupement para-étatique de la police et de la mafia. C'est-à-dire que cela étend la lutte contre quiconque est l'expression la plus rude du capital. Et cela parce que Habibi a été recruté par la mafia d'Exárcheia, non seulement en tant que l'un des dizaines de trafiquants de drogues opérant dans cette zone, mais également en tant que gendarme gardant violemment la profitabilité régulière de ses patrons.

Le riche arrière-plan de Habibi, incluant toutes sortes d'activités anti-sociales, a fait de lui le suppôt, le chien de garde enragé de la mafia de la place Exárcheia. Et il était un chien de garde en raison de sa violence, indépendamment de sa nature psychotique et imprudente, de sa fonction comme menace contre quiconque pourrait imaginer perturber le trafic régulier des drogues.

Contre, finalement, quiconque mettrait en cause le règne de la mafia sur la place d'Exárcheia. En exécutant Habibi, nous avons rendu clair que dans les faits nous contestons le règne des trafiquants de drogues. Que nous aussi nous avons le moyen de leur faire face et que si cela est nécessaire nous nous engagerons dans une confrontation frontale avec ceux. Une confrontation qui est un impératif historique et politique.



Le regroupement de la mafia et de la police, bien qu'étant un phénomène constaté de très nombreuses fois, ne surprend plus personne ; à Exárcheia cela s'est exprimé de manière manifeste. Ceux qui vivent, travaillent ou fréquentent le quartier savent très bien que les posts de trafics de drogues ne sont pas des zones isolées, mais qu'au contraire occupent les points principaux de la place d'Exárcheia.

Ils savent également qui vend les drogues et quand, étant donné que nous parlons de 3/8 [roulement de huit heures de trois équipes] réalisées par des individus vivant et se déplaçant dans tout Exárcheia. Ils savent quels magasins servent à blanchir l'argent, qui sont les leaders de la mafia, les endroits fréquentés par eux, visiblement armés.

Ils savent également que le commandant du commissariat d'Exárcheia rencontre certains d'entre eux dans un climat particulièrement amical. Tout cela se déroule devant nos yeux chaque jour et personne ne dit rien. Et personne ne dit rien parce que la peur et l'indifférence dominent. Et c'est même pire, car parmi les forces saines du voisinage, la futilité prédomine comme quoi rien ne peut changer. Il est vrai qu'est grand le stock de voyous, d'« anarchistes », de hooligans, de propriétaires de grands magasins, de trafiquants de drogues et de policiers.

Et il est tellement profond qu'il y a besoin d'un tremblement de terre pour les déraciner. Ce tremblement de terre est notre but, et afin de l'accomplir nous devons dès le départ clairement diviser les camps. Qui nous sommes et qui sont contre nous.

Ainsi, nous pouvons mesurer les choses et ainsi cessent la tolérance, les compromis et les hésitations entre les deux. Nous ne sommes pas simplement tous « un voisinage » et il n'y a pas de place pour tous ceux d'entre nous dans ce voisinage.

Ce serait tragi-comique de la part de la police que de prétendre être dans l'ignorance au sujet des gens et de leurs situations et même pire de prétendre être incapable d'intervenir en raison de leur peur des anarchistes.

Et ce serait tragi-comique, parce que la police mène des raids, torture et arrête les anarchistes avec une grande capacité d'action et de manière particulièrement vicieuse quand il y a des affrontements dans la zone.

Pourquoi est-ce que la même chose ne pourrait pas se produire avec les trafiquants de drogues, les voyous et les hommes de main ? La question est bien sûr de type rhétorique. Elle l'est, parce que notre position en tant que combattants sociaux fait que nous ne pouvons dénoncer l'inactivité de la



police, vu que cela impliquerait que nous avons besoin de leur intervention pour résoudre le problème.

Au contraire, ce que nous prouvons en parlant de cette absence de la police et de sa protection de la situation c'est la fusion flagrante de ses intérêts [avec la mafia], l'existence d'un front para-étatique, à qui ne peut se confronter que le peuple en lutte et que lui. Ne nous faisons pas d'illusions ici, en attendant le soutien des corps officiels et des institutions. Ils sont tous unis et sont tous contre nous.

Ainsi, le thème d'Exárcheia concerne dans son noyau même l'affrontement avec les mécanismes d'accumulation collatérale du capital, c'est-à-dire que nous parlons d'un para-État, de l'autre face de la profitabilité capitaliste. La prétendue para-économie est un réseau d'une taille inimaginable apportant des milliards.

A côté de cela, le fait qu'aujourd'hui soit accepté que les capitaux « noirs », opaques, sauvent internationalement le système bancaire est particulièrement caractéristique, prouvant ainsi non pas seulement la taille des profits, mais aussi l'agrégation de l'économie capitaliste « illégale » et de celle « légitime ». C'est pourquoi, de par cette agrégation, il est évident que les mafias sont l'expression organisée de l'économie « au noir », donc l'organisation latérale du mécanisme d'État.

Les juges, les journalistes, les politiciens, les entrepreneurs et la police forment un comité d'entreprise de la para-économie, utilisant des hommes de paille comme idiots utiles pour faire le sale boulot.

Par conséquent, les trafiquants de drogues d'Exárcheia, composés d'éléments lumpen-prolétaires, de « videurs », de petits criminels et de gens aimant devenir gangsters, sont simplement les idiots utiles du commissariat d'Exárcheia et de la GADA (le siège de la police d'Athènes), les centres officiels de contrôle des trafics de drogues.

Ces ordures, qui prétendent être Escobar et sans peur, sont des mouchards standards et les associés de la police, ce sont des petits durs sournois car sans leurs protecteurs ils n'oseraient jamais poser la main, ni même en fait poser leur regard sur ceux qui luttent pour le voisinage d'Exárcheia.

Comprenant le problème à la racine même, nous sommes arrivés à la conclusion que la guerre contre les mafias est une guerre contre le cœur de l'accumulation capitaliste, c'est une guerre anti-capitaliste.



Pour cela, afin de ne pas nous perdre dans des schémas théoriques fantaisistes qui nous amèneraient à ne pas nous confronter avec les mafias car le capitalisme existerait aussi sans elles, nous avons considéré que nous devons bien commencer quelque part.

Parce que le capitalisme n'est pas un rapport abstrait, mais au contraire un rapport tangible, matériel et bien précis.

Cela – la guerre pour conserver le voisinage propre de la boue des déchets capitalistes que la mafia accumule – n'est pas une guerre d'idées, mais une guerre pour faire se basculer la corrélation matérielle du pouvoir. Il est tout à fait vrai que le quartier d'Exárcheia est tourmenté par toute une série de problèmes. Le début de tout cela est la transformation d'Exárcheia en une zone consumériste de masse, qui attire la mafia et amène en fin de compte la détérioration politique et culturelle de la zone.

La concentration de douzaines d'entreprises de restauration rapide, qui anéantit la charge historique et politique de la zone et qui profite de la vente d'un mode de vie alternatif et d'un pseudo-insurrectionnalisme, a comme conséquence le rassemblement de milliers de jeunes dans un contexte de consumérisme et de dépolitisation.

C'est précisément là que la mafia trouve un terreau fertile pour grandir. Parce que la zone rapporte des profits inimaginables de la « protection » de douzaines de magasins et encore plus du trafic de drogues.

C'est un triste fait que les centaines de jeunes qui fréquentent un quartier caractérisée par l'agitation politique constante semblent avoir une fausse interprétation de la liberté, qui se conclut par la confusion amenée par l'utilisation de drogues.

Les idéologies urbaines qui nourrissent toutes ces formes de « mode de vie alternatif », visant la désorientation et une aphasie [un mutisme] idéologique, font l'éloge des drogues comme prétendue expérience libératrice, transformant des milliers de jeunes en des utilisateurs de drogues, dépendants ou non, et en « clients » soutenant économiquement les organisations criminelles de la mafia.

Nous appelons tous ces jeunes, qui pourraient et devraient être de notre côté, à considérer que les drogues sont un moyen de sédation et non pas de libération.

Nous les appelons à ne pas contribuer économiquement la mafia, nous les appelons prendre position dans cette bataille, soit en cessant de consommer des drogues, soit en quittant Exárcheia. Autrement, alors que la lutte



s'intensifie, les consommateurs et la vaste demande qu'ils offrent aux trafiquants de drogue devront être considérés comme un problème à résoudre, même au moyen de la violence.

Puisque nous parlons de cette question des drogues et de la culture des drogues en général comme d'un phénomène inondant principalement la jeunesse, notre position est absolument que l'empoisonnement de notre cerveau et de notre corps avec des substances est une expérience de fuite, un égarement de nos sensations opprimées et une fausse échappatoire de la réalité et des problèmes généraux qui nous touchent.

En particulier dans les sociétés occidentales où le capital a dévalisé chaque aspect de notre monde émotionnel, le concept de personnalité a été déconstruit au moyen de son placement dans un environnement social aliéné et asphyxiant : celui de la solitude, de l'insécurité, de l'amputation émotionnelle et d'une vie insupportable.

La quête justifiable pour trouver des portes de sortie, quand menée un état de manque de conscience de classe, amènera en fait à des voies fâcheuses. Les drogues sont l'une d'entre elles.

Et elles sont probablement l'expression la plus rude de punition de soi et d'introversion, dans la mesure où la « porte de sortie » désirée nous ramène à nous-mêmes et à nos problèmes, de la pire des manières. En d'autres mots, il n'est pas répondu par la violence libératrice à la violence imposée sur nous par la société de classe, mais par la violence contre nous-mêmes.

C'est pourquoi, en tant que révolutionnaires, nous combattons les drogues, qui sont un soutien à l'imposition de la paralysie sociale, mais également une attaque directe sur la partie la plus vivante de la société, la jeunesse.

Nous avons déjà dit qu'il n'y a pas d'espace pour tous dans notre quartier. Et par cela nous ne voulons pas seulement parler de la mafia, mais également du hooliganisme, où que ce soit qu'il s'exprime. Que ce soit sous le manteau de la politique, ou apolitique et cru.

La lutte pour Exárcheia, même si nous devons pour cela aller au conflit armé, ne concerne pas les moyens de la lutte, mais le contenu que celle-ci représente.

La bataille d'Exárcheia est une bataille de civilisations, pour la simple raison qu'il ne s'agit pas de deux gangs qui s'affrontent, mais de deux mondes. D'un côté, le monde du para-Etat et de la pourriture et de l'autre, notre monde d'espoir, de solidarité et de lutte.



Toutefois, la formation de notre camp n'est pas accompli seulement par des appels déclaratoires pour la bataille, mais avec l'éducation et la conformité avec les standards culturels du nouveau monde que nous représentons. C'est pourquoi la bataille d'Exárcheia est une bataille contre le capital et la mafia, tout comme une lutte contre la corrosion interne du mouvement. Contre la culture des drogues, l'indiscipline, l'anti-socialisme et la violence dénuée de sens.

Autrement, nous sommes condamnés à perdre cette bataille ou même pire : à devenir une partie du problème. Il est donné que quand quelque chose n'est pas limité à un certain niveau, il va tellement s'étendre qu'il va nous anéantir à la fin.

Cela va se répandre comme un cancer. C'est le cas à Exárcheia, quand le caractère romantique sinon du quartier, qui a toujours accueilli les proscrits, les sans compromis et les déshérités, tourne dans le mauvais sens.

Non pas parce que ces gens ne doivent pas être accueillis, mais parce qu'ils devraient être incarnés dans des règles fondamentales de solidarité sociale. Ils devraient accepter l'offre mais également agir de manière réciproque, prouvant en pratique que la solidarité n'est pas la porte dérobée pour le chaos et le cannibalisme, mais bien le modèle de la maturité sociale, par la capacité à s'auto-institutionnaliser et d'agir en harmonie.

La solidarité sociale est pour cette raison une question de responsabilité et pas seulement de tolérance. Plus particulièrement, quand nous avons affaire à des éléments criminels anti-sociaux, la gestion de ceux-ci n'est pas ajustée par une main invisible [allusion à la main invisible qui selon le libéral Adam Smith régule l'offre et la demande], mais par notre capacité à maintenir au moins un équilibre des forces.

Nous devrions avoir un œil sur eux, nous imposer et leur rappeler qu'ils sont dans un environnement hostile.

Sinon, les mafiosos et les hooligans se sentiront en sécurité et forts, imposeront leur hégémonie et nous élimineront. C'est pourquoi, en réponse aux théories incompréhensibles comme quoi « Exárcheia a toujours été ainsi », nous disons que ceux qui prétendent cela appartiennent aux forces conservatrices, à ceux qui avec leur attitude perpétuent la situation décadente du quartier.

Ainsi, à partir de maintenant, ils seront également considérés comme une partie du problème. Exárcheia est une des zones les plus chargées politiquement d'Europe. Là-bas, de rudes luttes ont été menées, des



camarades ont été assassinés par la police, des insurrections ont commencé, des mouvements et des idées y sont nés.

L'image du quartier a désormais capitulé devant la décadence des drogues, du pseudo divertissement et du hooliganisme, c'est une image triste.

Cependant, nous devons admettre que cela reflète les problèmes structurelles, organisationnelles et idéologiques de notre mouvement. Au nom d'un « anti-autoritarisme » latent, qui identifie les termes de la formation d'un front prolétarien, au niveau des rapports moraux et des rapports internes, avec ceux avec lesquels nous combattons contre le monde civil, nous oublions que nous ne répondons pas à la brutalité avec des caresses.

Ainsi, quand nos idées sur les rapports sociaux se transforment en idéologie, et non pas en conflit constant afin de les préserver, alors il y a des décalages qui sont créés et les pouvoirs de l'ennemi trouvent de l'espace pour s'asseoir sur notre « anti-autoritarisme ».

Tout se juge par les corrélations matérielles réelles et non pas par nos visions abstraites. « L'anti-autoritarisme », par conséquent, afin de survivre dans l'environnement urbain où il évolue, et pour convaincre que c'est une proposition réaliste d'organisation sociale, devrait exercer l'autorité sur ses ennemis. Sinon, il est condamné à s'effondrer.

De l'autre côté, la signification élargie de la tolérance, qui permet à des éléments anti-sociaux d'agir sans être dérangés dans le quartier d'Exárcheia, amène plusieurs questions essentielles.

Pourquoi sommes-nous (devrions-nous) être tolérants avec quiconque utilisant comme alibi son identité nationale ou soi-disant politique (celle d'immigré ou d'« anarchiste ») et exerçant une violence anti-sociale, et pourquoi ne sommes-nous pas tolérants avec la société locale qui, de manière justifiée, proteste contre eux ?

Pourquoi les premiers sont-ils considérés comme des forces amies et les seconds comme des petit-bourgeois et des fascistes ? A qui nous adressons-nous et qui sont nos alliés ?

C'est ici que nous rentrons dans les profondeurs du caractère historique de notre mouvement, ses distortions concernant la lutte des classes et son rôle en son sein. La tolérance, par conséquent, n'est pas un coupon de contributions libres à prix libre. Le prix est lourd. Le prix de la responsabilité.



Et face au danger de devenir des proscrits dans notre propre quartier, d'être assailli moralement et politiquement et incapable de défendre notre espace vital, de perdre la crédibilité d'une proposition politique responsable pour la société, nous disons que cette responsabilité est la nôtre. Quel qu'en soit le prix.

Ainsi, comment défendons-nous dans les faits l'auto-organisation dans le quartier d'Exárcheia, sans parler de quand nous sommes menacés ? Certainement pas en le proclamant comme une formation abstraite, ou bien comme structure qui ne communique nulle part avec le monde extérieur.

L'auto-organisation signifie la forme (et non pas le contenu) avec laquelle nous composons nos forces. Cela signifie que nous avons la capacité, avec nos propres outils politiques et expérimentaux, de former un camp prolétarien organisé contre la classe bourgeoise.

Les syndicats, les assemblées, les commissions, les occupations, les groupes armés, etc. sont l'expression physique de l'auto-organisation, ce sont nos armes contre l'État bourgeois et ses institutions.



Et comme précisément l'auto-organisation ne veut pas dire des îles et des communautés de liberté, mais des points de brassage, de vigilance et d'offensive des forces prolétariennes, nous devons le préserver. Du réformisme, tout comme l'ennemi de classe.

Des milices comme forme d'auto-organisation, apparaissant partout et tout le temps comme une nécessité, défendant les acquis collectifs, mais également le droit du peuple et du mouvement à contre-attaquer la violence des capitalistes et de ceux qui les servent. Contre la police, l'armée, les fascistes et toutes les sortes de paramilitaires.

Les milices ont toujours été la chair de la chair du peuple et du mouvement, parce qu'elles servaient ses besoins et exprimées la réponse collective à la question de comment nos luttes seront préservées de la violence des patrons, et de comment nous défendre d'un bain de sang nous menaçant.

Parce que, finalement, elles expriment l'acceptation dans les faits de la violence comme condition préalablement nécessaire dans le développement de la lutte des classes et que les obstacles inévitables auxquelles elle fera face sont balayés en termes réellement révolutionnaires.

Aujourd'hui, à Exárcheia, malgré que nous soyons dans un espace-temps complètement différent de celui qui donna naissance aux milices du siècle dernier, nous rencontrons les mêmes questions que celles rencontrées par nos prédécesseurs.

Les questions de l'organisation et de la préservation de la lutte contre la violence de l'ennemi de classe. Même s'il est inapproprié de procéder à des réductions automatiques et au mimétisme, nous sommes obligés relire l'histoire, d'étudier les raisons ayant amené la création de gardes armés et d'apprendre d'elles.

C'est pourquoi, nous parlons ici en premier lieu du contenu et en second lieu seulement de la forme. Et cela parce que le contenu est commun et concerne le besoin existentiel diachronique [relatif à l'évolution d'un fait dans le temps] du mouvement de se défendre.

La force que cette défense prendra aujourd'hui, étant donné la violence requise d'une part, et les corrélations particulières présentes de l'autre, ont à être analysée dans la juridiction du mouvement. C'est pourquoi dans le cadre de cette nécessité de trouver des réponses au sujet des questions de préserver le peuple et le mouvement, nous y incorporons également l'exécution justifiée de Habibi.

Nous avons mené cette action spécifique en étant motivés par le besoin impératif de cesser de regarder de manière impassible la chute d'Exárcheia, de ne pas se courber devant la violence que nous recevons des voyous agissant dans cette zone, mais aussi afin d'ouvrir avec maturité les discussions quant aux moyens de la bataille que les situations exigent.

Ce choix qui est le nôtre est dialectiquement connecté aux mobilisations ayant lieu ces derniers mois à Exárcheia contre les mafias et le « cannibalisme » social en général.

Nous voulions contribuer selon nos propres termes à ces mobilisations que nous estimons positivement. Parce que, avant tout, l'unité est importante dans la perspective d'une cible commune et impérative, et non pas les identifications idéologiques.

Parce que la mafia nous a déclaré la guerre et que nous n'avons plus de temps à perdre. Autrement, chacun tiendra haut la bannière de sa pureté idéologique, alors qu'en même temps nous deviendrons une minorité sans défense. Par conséquent, chacun devrait faire son choix. Ou alors avec le mouvement et son histoire ou seul avec ses arrogances idéologiques.

C'EST NOUS OU EUX. IL N'Y A PAS DE SOLUTION INTERMÉDIAIRE.

GROUPES MILICIEUS ARMÉS
– ΕΝΟΠΛΕΣ ΟΜΑΔΕΣ ΠΟΛΙΤΟΦΥΛΑΚΩΝ



Tiré de Capitalisme et socialisme, une brochure du Parti Communiste sur la base d'une analyse soviétique, en 1934.

CE QUI SE PASSE DANS LE MONDE CAPITALISTE

La crise générale du capitalisme

La guerre impérialiste de 1914-1918 a ébranlé tout le système du capitalisme mondial et a marqué le début de la période de sa crise générale, c'est-à-dire de la crise du système capitaliste tout entier.

Comment se manifeste la crise générale du capitalisme ? C'est d'abord par la division de l'économie capitaliste mondiale, autrefois homogène, en deux systèmes d'économie opposés : le système socialiste toujours en progrès et le système capitaliste en décadence, qui traverse une crise économique des plus cruelles.

La séparation d'un sixième du globe d'avec le capitalisme, l'opposition et la lutte entre ces deux systèmes, telle est l'expression la plus éclatante de la crise du capitalisme. L'essor et l'édification victorieuse du socialisme en U.R.S.S. ont pour effet de stimuler l'esprit révolutionnaire, l'activité du prolétariat international et des peuples coloniaux, en leur montrant la voie à suivre pour s'affranchir du joug du capitalisme. Un autre indice, c'est l'aggravation des antagonismes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie des pays impérialistes.

La guerre et la période d'après-guerre ont notablement abaissé le standard de vie de la classe ouvrière. Dans presque tous les pays les capitalistes se sont livrés à la rationalisation (perfectionnements dans l'organisation et la technique, qui permettent de fabriquer une plus grande quantité de produits par une quantité moindre d'ouvriers).

Cette rationalisation a eu pour résultat d'augmenter incroyablement l'exploitation de la

classe ouvrière, conséquence de l'intensification prodigieuse du travail. De vastes contingents de la classe ouvrière ont été jetés à la rue. Il s'est formé non plus une armée de réserve du travail, mais une armée permanente de chômeurs, qui ne revient plus jamais aux usines et fabriques. La proportion de ce chômage constant varie de 8 à 20 % par rapport au nombre des travailleurs occupés en Amérique, en Allemagne, en Angleterre, atteignant à l'heure présente jusqu'à 30 et 50 %. La présence de cette armée de chômeurs permet aux capitalistes d'attaquer les salaires des ouvriers occupés, de les réduire, d'empirer les conditions de travail des ouvriers.

C'est donc que le système capitaliste n'assure plus le travail salarié à un tiers du prolétariat. Les antagonismes de classe vont s'aggravant. Les masses se convainquent toujours plus de la carence du système capitaliste, ce qui a pour effet de révolutionnariser les ouvriers. Cette contradiction de la société capitaliste ne peut être tranchée qu'en liquidant le système capitaliste lui-même.

Troisièmement, c'est l'aggravation des antagonismes entre les colonies et les pays impérialistes.

En 1920 Lénine disait qu'après la guerre impérialiste

« ...la misère, la ruine des masses ont augmenté de façon inouïe, et tout d'abord pour 1 milliard 1/4 d'hommes, soit pour 70 % de la population du globe. Ce sont les pays coloniaux, asservis, dont la population est privée de droits juridiques, pays placés sous le mandat des forbans de la finance ».

Pendant et après la guerre, on a vu surgir dans certains de ces pays une industrie propre, une

classe ouvrière et une bourgeoisie nationale. La ruine de millions de paysans s'est partout accentuée. La classe ouvrière et les paysans des pays coloniaux, guidés par le prolétariat, cherchent à se libérer du joug de l'impérialisme et de l'oppression de leur bourgeoisie. On conçoit donc que les mouvements révolutionnaires des colonies soient également un indice éclatant de la crise qui règne dans tout le système capitaliste.

Quatrième indice : c'est *l'aggravation des antagonismes entre les pays impérialistes vaincus pendant la guerre de 1914-1918* (Allemagne, Autriche, etc.) et les pays vainqueurs (France, Angleterre, États-Unis, etc.). En 1920 Lénine disait que la guerre de 1914-1918 a rejeté les pays vaincus (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie), loin en arrière, les a mis dans un état de dépendance presque totale vis-à-vis des pays vainqueurs.

« La guerre, par le traité de Versailles, leur a imposé des conditions telles que les peuples avancés se sont trouvés dans un état de dépendance coloniale, voués à la misère, à la famine, à la ruine et à l'arbitraire, car ce traité les lie pour de nombreuses générations et les met dans des conditions où jamais aucun peuple civilisé n'a vécu. »

On conçoit que les pays vaincus ne veuillent point prendre leur parti de cet état de choses. Les capitalistes de ces pays se préparent à déchirer par la force le traité de Versailles qu'on leur a imposé. Le prolétariat de ces pays ne peut prendre son parti de cette double oppression — celle de la bourgeoisie nationale et celle de la bourgeoisie des pays vainqueurs. L'aggravation de ces antagonismes mène fatalement vers une nouvelle guerre impérialiste, vers la révolution prolétarienne.

Enfin, cinquième indice, c'est *l'aggravation des antagonismes entre les pays impérialistes sortis vainqueurs de la guerre*. La guerre impérialiste n'a pas résolu les antagonismes entre les États qui étaient en lutte pour la domination sur les marchés mondiaux. Au contraire, ces antagonismes se sont approfondis. A l'heure présente se livre une lutte des plus aiguës entre les principales puissances impérialistes pour les débouchés, les matières premières, la main-

d'œuvre à vil prix, les sphères avantageuses pour le placement des capitaux.

C'est la lutte opiniâtre et acharnée entre les pays vainqueurs dans la guerre impérialiste et, en premier lieu, la lutte pour la domination sur le marché mondial entre l'Angleterre, qui n'a plus son ancienne puissance et les États-Unis fortement enrichis pendant la guerre. C'est la lutte entre la France et l'Italie, entre la France et l'Angleterre, entre les États-Unis et le Japon. Dans la période d'après-guerre tous ces antagonismes se sont aggravés sans cesse. On ne peut y remédier qu'en liquidant le système capitaliste tout entier. La crise économique actuelle est particulièrement profonde parce qu'elle se produit sur la base de la crise générale du capitalisme.

L'étendue de la crise économique actuelle

Il n'est pas un seul pays, à l'heure actuelle, où la production soit supérieure à celle d'avant-guerre. Pour le monde capitaliste, même le niveau d'avant-guerre de vient un rêve irréalisable. Si l'on prend par exemple l'Allemagne, on verra qu'elle produit maintenant moins de la moitié du charbon qu'elle pourrait extraire; pour la fonte, un quart, et pour l'acier près d'un tiers de la capacité de son industrie.

Quant aux machines, elle en produit encore moins, soit 26 % au total. En trois années (1929-1932) l'industrie du bâtiment, en Allemagne, a diminué de dix fois.

Aux États-Unis toute l'industrie fonctionne à 50 % de sa capacité. La production de la fonte et de l'acier a diminué de 85 %; les usines métallurgiques produisent moins d'un sixième de ce qu'elles pourraient produire. L'industrie du bâtiment aux États-Unis a toujours été une des branches d'économie les plus puissantes.

A l'heure actuelle elle est dans la même situation que le bâtiment en Allemagne, c'est-à-dire qu'elle ne travaille qu'à un dixième de sa capacité. L'Amérique a presque cessé de bâtir, elle entretient tant bien que mal les constructions existantes.

Les États-Unis sont réputés de longue date pour leur puissante industrie automobile. Les usines d'automobiles des États-Unis peuvent fournir 800.000 voitures par mois ; elles n'en fournissent que 80.000, soit dix fois moins. Au début de 1933 le fameux magnat de l'automobile, Ford, qui s'était toujours vanté que la crise ne l'atteindrait pas, a été obligé de fermer une grande partie de ses entreprises.

L'industrie anglaise ne produit que près des deux tiers de ce qu'elle pourrait produire. Pour la fonte et l'acier elle en fournit actuellement moins de la moitié de sa capacité de production ; pour le textile, près des deux cinquièmes seulement.

On peut juger de la façon dont la crise actuelle a rejeté en arrière les pays capitalistes d'après le fait que l'Angleterre, au point de vue de sa production totale, se trouve au niveau de 1898, l'Allemagne au niveau de 1900.

C'est dire que toute une période de l'histoire, s'échelonnant sur plusieurs décades, est rayée du développement de l'industrie des pays en question. La crise a surtout sévi sur l'industrie métallurgique des pays bourgeois, en particulier sur la production de la fonte. Sous ce rapport, les États-Unis sont rejetés en arrière vers 1902, l'Allemagne, vers 1891, l'Angleterre, vers 1860.

La crise ne détermine pas seulement la restriction de la production, la fermeture des fabriques et des usines et l'immobilisation de millions d'outils et de machines, mais encore la réduction du commerce. En comparaison avec 1928, le commerce mondial a diminué de 60%. Les États-Unis ont réduit en deux ans l'importation de 60 % et l'exportation de 66 %. Les entrées en Angleterre ont diminué de 22 %, les sorties de 47 %. Le commerce extérieur de l'Allemagne a diminué de plus de la moitié, celui de la France, de 56 %.

La crise est accompagnée d'innombrables faillites les plus grandes firmes capitalistes, les

banques et les entreprises sautent, n'étant pas en mesure de payer leurs dettes.

Les appareils photographiques « Kodak » sont connus dans le monde entier. Récemment encore on pouvait trouver dans le moindre village d'Amérique, Angleterre, France, Allemagne, Italie, Autriche, Tchécoslovaquie, Japon, etc., des affiches de publicité vantant dans toutes les langues les appareils photographiques Kodak ». Le premier écolier venu connaît la maison « Kodak ». Or, en 1932, la firme a fait banqueroute, son patron Eastman s'est suicidé.

Les allumettes du consortium international Kreuger sont universellement connues. Or cette firme aussi s'est effondrée, a fait faillite ; le propriétaire du consortium, le roi des allumettes Kreuger, s'est tiré une balle dans la tête.

Les combinés de viande Swift, à Chicago, jouissent d'un renom mondial. Ils ont été décrits dans le célèbre roman de l'écrivain américain Upton Sinclair, la Jungle. Ces « abattoirs », qui offrent un modèle unique de la technique mondiale dans cette industrie, ont valu à Swift d'être appelé le roi de la viande. Swift possédait d'immenses entreprises en Argentine et en Australie. Mais cette firme aussi a fait faillite et le roi de la viande Swift s'est jeté par la fenêtre d'un gratte-ciel et s'est tué.

Les banqueroutes font houle de neige. Une banque précipitée dans l'abîme entraîne des dizaines d'autres, parce que celle-là a des participations dans celles-ci.

En outre la faillite de chaque banque met en péril des dizaines d'autres firmes qui y sont liées. L'année 1933 a commencé pour les capitalistes des États-Unis de façon particulièrement funeste. Dans tout le pays les détenteurs de titres se sont mis fiévreusement à retirer leurs dépôts, exigeant d'être remboursés en or. En relation avec ce fait, les 19 000 banques furent obligées de fermer provisoirement leurs guichets. Plus de 5.000

banques, à la suite de cet événement, ont dû cesser d'exister. Le dollar, — la devise qui semblait être la plus stable sur le marché mondial, a fait une chute rapide à la suite de la livre sterling.

Il n'est pas une seule crise, tout au long de l'histoire du capitalisme, qui ait connu cette infinité de déconfitures.

Le chômage

Le chômage a pris des proportions inouïes dans le monde bourgeois. Vers le milieu de 1933 les États-Unis comptaient 16 millions de chômeurs, c'est-à-dire que la moitié des ouvriers étaient sans travail. L'armée des chômeurs en Allemagne embrasse 8,5 millions de personnes. Au total l'Allemagne compte 15 millions d'ouvriers (y compris les salariés agricoles). C'est donc que plus de la moitié des ouvriers se trouvent en dehors des usines. Le quart des ouvriers ne travaillent que partiellement. Ainsi donc les 3/4 du prolétariat allemand sont touchés par le chômage.

L'Angleterre a plus de quatre millions de chômeurs inscrits, le Japon, plus de trois millions, etc.

Si l'on considère toute la masse des chômeurs complets et partiels du monde, elle se moulera à plus de 40 millions de personnes, et à près de 200.000 millions, en comprenant les membres des familles des chômeurs.

Toute cette masse de travailleurs est concentrée presque uniquement dans les villes, dans les faubourgs et les cités ouvrières. Elle vit dans des conditions horribles de famine, de privations et d'entassement, sous la menace constante d'être expulsée pour non-paiement du loyer, et très souvent même est sans aucun abri, à la belle étoile.

L'immense majorité de cette nombreuse population est vouée au dépérissement, puisque

sur 70 pays bourgeois, 9 seulement accordent quelques secours d'argent aux chômeurs.

Les rues des villes, dans les pays capitalistes, grouillent de mendiants.

La prostitution, le vol, le banditisme, les suicides atteignent des proportions inouïes. Les rues, les boulevards, les squares des villes sont remplis de sans-gîte.

Ils sont assis sur les bancs, sur le parvis des églises, sous les ponts dans la journée seulement, vu que la nuit les boulevards et les squares sont fermés et que les agents de police interdisent de coucher dans la rue. Les sans-abri sont donc obligés de battre le pavé toute la nuit.

En Angleterre, en Allemagne et en Amérique il est des bourgades et des villes de province presque entièrement peuplées de chômeurs. Par exemple, dans la région de Burnley (Angleterre), on compte près d'une dizaine de villes qui sont envahies par les familles affamées des chômeurs textiles. La petite ville de Ferenbach, en Allemagne, compte 18.000 habitants. Tous ces gens travaillaient dans les verreries et les fabriques de bois. Aujourd'hui toutes les usines sont fermées et, de toute la population, 20 personnes seulement ont du travail.

Il en va de même pour les villes avoisinantes Masserberg, Spert, Heibach, Wildenstrine, etc. Les journaux allemands annoncent qu'une série de cités ouvrières d'Autriche sont en voie de dépérissement.

La réduction des salaires

Les chômeurs ne sont pas seuls à souffrir de la faim. Il en est de même pour les ouvriers occupés. Derrière chaque ouvrier se dressent deux ou trois chômeurs. A tout moment le patron peut remplacer l'ouvrier par un autre qui cherche du travail. A tout moment l'ouvrier risque d'être jeté sur le pavé. Dans son désir de

se tirer de la crise, l'usurier diminue le salaire, oblige l'ouvrier à travailler un plus grand nombre d'heures par jour, à fabriquer plus de produits dans le même espace de temps, etc.

Dans tous les pays capitalistes, les salaires des ouvriers et des employés subissent une baisse générale. Aux États-Unis, pendant les années de crise, le salaire a été réduit de 35 %; dans l'industrie du charbon, de 70 %; en Allemagne, de 50 %, en Angleterre, de 15 %; en France, de 25 %.

Dans l'industrie cotonnière des États-Unis, le salaire est constamment réduit pendant que l'exploitation des ouvriers augmente. Par exemple la « Bibcompany » a imposé en dix-huit mois trois réductions de salaires. L'ouvrier qui conduisait auparavant douze métiers et touchait 24 dollars, en conduit maintenant 24 et ne reçoit que 16 dollars.

Les capitalistes cherchent également à rattraper sur les prix des marchandises. Même alors que les prix de gros (c'est-à-dire les prix auxquels les fabricants vendent leurs marchandises aux grands commerçants) baissent rapidement, le consommateur ouvrier n'en bénéficie pas dans le commerce au détail. Les commerçants et les boutiquiers empochent la différence entre les prix de gros et les prix de détail. Le pillage de l'ouvrier est pratiqué de deux côtés — du côté des salaires et du côté des hauts prix sur les marchandises.

La ruine de la paysannerie

Pendant la crise on voit diminuer la consommation non seulement des articles manufacturés, mais encore celle des produits agricoles. Lorsque des millions de travailleurs souffrent de la faim, sont privés de moyens d'existence, que les paysans ne peuvent vendre leur blé, leur viande, les œufs et les légumes, les prix des produits agricoles commencent à baisser. Aux États-Unis, par exemple, les prix

des denrées agricoles ont diminué ces trois dernières années, de près de trois fois. Les trusts du blé achètent le grain aux fermiers à vil prix et le revendent au prix fort. L'argent tiré de la vente des produits ne permet pas aux paysans de payer le fermage, les impôts, d'acquitter leurs dettes, de verser le prix des machines agricoles achetées à crédit. Leurs exploitations sont ruinées, disloquées. Depuis près de cent ans on n'a pas vu pratiquer aux États-Unis des prix aussi bas que ceux payés actuellement aux fermiers par les trusts du blé.

Ainsi donc, non seulement les ouvriers, mais les paysans souffrent de la faim, quoique les produits soient en très grande quantité.

Lorsque au marché la quantité des marchandises dépasse la capacité d'achat, le prix des marchandises baisse. Lorsqu'il y a plus de blé dans le pays qu'on ne peut en acheter, ses prix tombent. Que font les capitalistes qui trafiquent des produits agricoles et veulent pratiquer les prix élevés sur le grain ? Afin de diminuer la quantité de blé, ils en anéantissent une partie.

Dans certains États le gouvernement des États-Unis a interdit de semer le blé et donné l'ordre de détruire un tiers de la récolte de 1931. Pour les États méridionaux le gouvernement a donné l'ordre de détruire un tiers de la récolte de coton. Il en a été de même pour 1932 et 1933. Au Brésil, on a jeté à la mer deux millions de sacs de café. Aux Indes, en Chine, et dans d'autres pays, la plus grande partie des récoltes a été détruite. Les propriétaires fonciers et les riches fermiers se tirent d'embaras, en utilisant dans leurs exploitations les meilleures machines et en renforçant l'exploitation des domestiques de ferme et des salariés agricoles. Ils veulent recouvrer ce que la crise leur fait perdre, en faisant subir aux ouvriers une exploitation sauvage. En présence de la ruine de millions de petits paysans, cette possibilité d'exploitation est facilitée par l'extension du chômage dans l'agriculture et la dépréciation de la main-

d'œuvre. Mais les petits fermiers ne sont pas en état de tenir tête aux bas prix. Ils finissent par se ruiner et le sort qui les attend est celui des ouvriers de la ville, à savoir : la famine, la vie errante, l'absence de gîte, les maladies.

La famine a fait augmenter la mortalité dans les villes d'Europe et d'Amérique. En Angleterre, pour la seule année de 1931, la mortalité, parmi la population des villes, atteint 21 %; en France, 25 %; en Allemagne, 28 %.

« Sans un Programme de Transition au Communisme, qui explique les objectifs sociaux de la guerre, il n'est pas possible de localiser toutes les composantes prolétariennes qui y sont objectivement intéressés.

Ce programme, d'autre part, ne naît pas de rien, mais de dix années de luttes prolétariennes, de critique pratique et radicale de l'usine et de la formation sociale capitaliste, il dispose de grandes lignes qui ont été esquissées dans son contenu essentiel, que nous pouvons résumer ainsi :

- réduction du temps de travail : travailler tous, travailler moins ; libération massive du temps social et construction des conditions sociales pour son utilisation évoluée ;
- recomposition du travail manuel et du travail intellectuel, de l'étude et du travail, pour chaque individu et pour tout son temps de vie ;
- renversement de l'exercice du pouvoir et des flux de conception de la finalité collective, à tous les niveaux de la vie sociale ;
- restructuration de la production, du rapport homme-nature, sur la base des valeurs d'usage collectivement définis et historiquement possibles ;
- remise à plat de notre formation sociale suivant les principes d'un internationalisme prolétarien effectif. »

Brigades Rouges: [Les vingt thèses finales](#), 1980

Octobre 1929 – publié dans le cadre de la presse de l'Internationale Communiste

II. PROBLEMES DE LA FORMATION DES MONOPOLES ET LA THEORIE DU « CAPITALISME ORGANISE (1) »

Si nous comparons les cartels nationaux et internationaux du point de vue de leur durée et de leur solidité, nous trouvons que les monopoles nationaux qui englobent le territoire d'un Etat sont beaucoup plus durables que les organisations monopolistes internationales. La cause en est surtout que, étant donné la forte interpénétration du capital monopoliste et du pouvoir d'Etat et la subordination réelle de la politique économique des Etats capitalistes aux intérêts des grands monopoles, l'Etat agit à l'échelle nationale en faveur des monopoles nationaux alors que les intérêts divergents des diverses bourgeoisies nationales dans leur ensemble poussent l'Etat dans la plupart des cas à une position hostile à l'égard des monopoles internationaux.

Le moyen principal de la politique économique qui sert à l'affermissement des cartels nationaux et qui forme dans de nombreux cas la condition préalable à la formation de cartels, est constitué par les droits de douanes protecteurs. Le droit de douane protecteur permet aux producteurs indigènes de vendre leurs marchandises même avec la liberté de concurrence sur le marché intérieur protégé par les droits de douane à un prix dépassant celui du marché mondial de la valeur du droit de douane ou d'une partie de celui-ci, à supposer que la production des marchandises protégées par le droit de douane ne couvre pas la consommation à l'intérieur du territoire protégé. Si la production dépasse la consom-

mation intérieure, l'action du droit de douane protecteur dans le sens de l'élévation des prix ne peut avoir lieu que si les producteurs se groupent en un monopole pour maintenir la production en dessous des besoins ou pour écouler l'excédent de leur production en dehors du territoire protégé. L'existence d'un droit de douane protecteur est, à un certain degré de développement, le stimulant le plus puissant pour la formation d'un monopole.

Le monopole et le droit protecteur national conduisent nécessairement au dumping, c'est-à-dire à la vente au delà des frontières protégées au-dessous du prix intérieur constitué par le prix monopoliste ($K+p^m$), presque toujours aussi au-dessous du prix de production ($K+p$), et dans de nombreux cas au-dessous du prix de revient. Comme le débouché à l'intérieur constitue presque toujours une quantité beaucoup plus grande que l'écoulement à l'extérieur, le prix de vente à l'extérieur peut dans les cas extrêmes être très fortement abaissé. Pourvu que le rendement moyen de toutes les ventes à l'intérieur et à l'extérieur donne comme résultat $K+p$, c'est-à-dire réalise au moins les dividendes moyens, on peut abaisser très fortement au-dessous du prix de revient le prix de vente à l'étranger lorsqu'on n'y vend qu'un faible pourcentage de la production.

Si des monopoles nationaux d'égale valeur sont face à face, d'égale valeur dans le sens que leurs prix de revient sont égaux, que les droits de douane protecteurs sont égaux et la capacité d'absorption du marché intérieur est de même grandeur, ou si ces éléments sont bien d'inégale valeur mais varient en sens contraire avec comme résultat que la somme du bénéfice monopoliste est la même en cas d'utilisation complète des droits de douane protecteurs, il est manifeste que le dumping réciproque annihile les droits protecteurs et par conséquent aussi le profit monopoliste. Il en résulte :

a) La difficulté d'industrialisation des petits Etats avec leur marché intérieur étroit, car même des droits de douane protecteurs élevés ne forment pas une protection suffisante contre le dumping des grands pays industriels ;

b) La tendance à l'élévation continue des droits de douane industriels ;

c) La tendance à la formation de monopoles internationaux (cartels, trusts, communautés d'intérêts, etc.).

La formation des monopoles internationaux et leurs limites

Le bénéfice monopoliste escompté sur le marché national sous la protection des droits de douane est mis en danger par le dumping opposé : la continuation logique de la formation monopoliste serait donc la création d'organisations monopolistes internationales. En effet déjà avant la guerre il y avait deux séries de cartels internationaux : leur formation fit de nouveaux progrès après la guerre sans cependant marcher de pair avec l'extension rapide de la formation de monopoles nationaux et sans acquérir une solidité correspondante.

La cause principale de l'échec de la formation de monopoles internationaux est l'inégalité de développement qui, suivant l'importance variable des matières premières et la modification de la technique, pousse au premier plan ou refoule tantôt une branche de production, tantôt l'autre et fait par suite se développer par bonds tel ou tel pays. C'est par l'inégalité du développement que les rapports de forces qui sont à la base des cartels internationaux se trouvent modifiés et c'est pour cela qu'il faut modifier le contrat ou même briser le cartel. (Pour les formations de monopoles nationaux l'inégalité de développement est aussi la matière explosive la plus dangereuse.) L'inégalité de développement met des frontières étroites à la fermeté et à l'extension des cartels internationaux.

Ces limites sont moins étroites pour la formation des trusts internationaux dans toutes leurs variétés. La base économique de l'inégalité de développement est formée par l'abaissement des frais de production d'une entreprise, d'une branche d'industrie, d'un pays au-dessous de la moyenne sociale. Si donc les frais de production d'une entreprise incorporée dans un cartel international ou de toutes les entreprises d'un pays qui forment un monopole national tombent au-dessous de la moyenne, ce qui donne la possibilité de réaliser dans la libre concurrence un profit encore plus grand, le cartel international se brise. Et il en est ainsi que ce soit un cartel des prix parce qu'il est plus avantageux pour l'entreprise ou le cartel travaillant avec des prix bas de production d'écouler à bas

prix une quantité plus grande, soit qu'il s'agisse d'un cartel de quotes-parts afin de rompre les chaînes de la limitation de l'économie.

Les trusts internationaux, dans la mesure où l'enchevêtrement du capital en est arrivé à une répartition plus ou moins égale du profit total et d'après la grandeur du capital, sont moins menacés par une inégalité de développement parmi ses participants, car l'indépendance de ceux-ci est moins grande et l'évasion plus difficile. C'est pourquoi la formation des monopoles internationaux suit de plus en plus la ligne de formation des trusts et non des cartels.

Mais la bourgeoisie tout entière des différents pays se cabre dans la plupart des cas contre la formation des trusts internationaux. C'est qu'évidemment dans les trusts internationaux c'est le partenaire le plus fort économiquement qui acquiert la prépondérance, il s'en suit une subordination partielle de l'économie du pays le plus faible à celle du pays le plus fort, ce contre quoi se dresse autant que possible toute la bourgeoisie du pays menacé.

Nous voyons ainsi que bien qu'une tendance existe incontestablement à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, cette tendance ne suit nullement une ligne ascendante conduisant à un « cartel général » et à un superimpérialisme mais qu'elle est toujours à nouveau écartée du point de vue économique par l'inégalité de développement, du point de vue politique par les luttes entre puissances impérialistes de telle façon que les contradictions du capitalisme s'en trouvent aggravées et des situations révolutionnaires aiguës en arrivent à maturité.

La théorie du « capitalisme organisé »

La théorie du « capitalisme organisé » a été discutée ces derniers temps dans de larges cercles du parti de l'Union soviétique. Cette théorie a en effet une grande importance politique. Elle forme la base de toute la conception du monde du réformisme. La théorie de l'intégration pacifique déjà commencée dans le socialisme, la théorie que l'Etat actuel n'est pas un Etat de classe de la bourgeoisie, la théorie du superimpérialisme, toutes ces théories se basent sur la théorie du « capitalisme organisé ».

Le problème a acquis une importance politique toute actuelle par l'intervention du camarade Boukharine. On savait bien depuis longtemps que, dans l'appréciation de la phase impérialiste du capitalisme, le camarade Boukharine s'éloignait des vues de Lénine. Mais cette déviation théorique n'a pris une importance politique que lorsqu'il est ressorti tout récemment qu'elle ne représente pas un phénomène isolé mais un élément d'un système de déviation de droite du camarade Boukharine. Il n'en est que plus nécessaire de regarder de près et d'approfondir ce problème.

Quel est le contenu du concept « Capital organisé » ?

Il faut souligner avant tout que le concept de « capitalisme organisé » non seulement n'est pas une notion marxiste, mais que — si l'on considère comme achevé le développement de la société représentée dans ce concept — il renferme une contradiction interne. En effet : par capitalisme nous entendons une société productrice de marchandises dont le mécanisme est dominé par la loi de la valeur qui conditionne de son côté le développement du marché. Dans le « capitalisme organisé » une fois achevé, dans le cartel général embrassant le monde entier il n'y a qu'un employeur, qu'un possesseur de tous les biens. Il n'y a pas de marché, mais une répartition, pas de marchandises, pas de loi de la valeur, pas de concurrence, pas de nécessité d'accumulation. On peut se représenter ceci comme une société de classe lorsque du fait qu'un grand nombre de possesseurs des moyens de production groupés dans le cartel général se partagent la plus-value des ouvriers ; mais ce ne serait nullement une société capitaliste telle que Marx l'a comprise. C'est pourquoi le concept « capitalisme organisé » renferme une contradiction interne dès qu'on se le représente comme achevé.

Voyons donc maintenant comment les partisans du « capitalisme organisé » se représentent la chose. Hilferding, dans son rapport au Congrès du parti, à Kiel, en donne la définition suivante :

L'ère de la libre concurrence où le capitalisme était dominé exclusivement par l'action des lois aveugles du marché est dépassée, nous en arrivons à une organisation capitaliste de la production, c'est-à-dire que nous passons de l'économie du libre jeu des forces à l'économie organisée...

Capitalisme organisé signifie... la substitution au principe capitaliste de la libre concurrence du principe socialiste de la production rationnelle.

Qu'y a-t-il d'exact et qu'y a-t-il d'erroné dans cette définition ? Il est exact que l'ère de la libre concurrence est dépassée. Ce fait est un des éléments fondamentaux dans la définition de Lénine de l'impérialisme.

« Economiquement ce qui est essentiel dans ce progrès (la transformation du capitalisme en impérialisme) c'est la substitution à la libre concurrence capitaliste des monopoles capitalistes. La libre concurrence est la caractéristique essentielle de la production capitaliste et de la production des marchandises en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence, mais celle-ci a déjà commencé sous nos yeux à se transformer en monopole, créant la grande production, éliminant la petite, amorçant la concentration de la production et du capital à un degré tel qu'il en est sorti et qu'il continue à en sortir le monopole : cartels, syndicats, trusts et fusionnant avec eux le capital de quelques banques disposant de milliards. » (*L'impérialisme dernière étape du capitalisme*, page 93.)

Et il établit la « brève définition » bien connue :

« L'impérialisme est le stade monopoliste du capitalisme. »

Mais la constatation du fait que « l'ère de la libre concurrence est dépassée » est aussi le seul moment exact et qui corresponde aux faits dans la définition de Hilferding du « capitalisme organisé ». La façon de voir d'après laquelle la concurrence serait généralement supprimée par la formation des monopoles ou que à l'époque des monopoles l'économie capitaliste serait dominée « par le principe socialiste de la production rationnelle » ainsi que le dit Hilferding, est tout à fait inexacte ! La concurrence subsiste malgré la formation des monopoles ; il ne saurait être question d'économie « rationnelle ».

Nous allons essayer de représenter de façon plus concrète les diverses sortes de concurrence au sein du capitalisme monopoliste.

Il nous faut à cet effet distinguer deux sortes de concurrence : concurrence entre les éléments non monopolistes du capitalisme qui existent au sein du capitalisme monopoliste et les monopoles et concurrences entre les formations monopolistes.

a) A la première sorte de concurrence appartiennent tous les producteurs de marchandises non capitalistes ou, comme Marx les appelle, « producteurs indépendants », c'est-à-dire les paysans et les artisans.

b) Au deuxième groupe appartient la concurrence de ceux qui restent en dehors des monopoles. Les monopoles achevés à 100 % forment jusqu'ici une exception rare.

Mais même si nous supposons que la formation des monopoles est complètement développée dans les limites d'un Etat, la concurrence ne cesse pas pour cela. Voici les formes principales de la concurrence au sein des monopoles et entre eux :

a) Tant que la formation des monopoles n'a pas atteint le degré de fusion complète, c'est-à-dire de suppression de l'indépendance des diverses entreprises concernant la répartition du profit, il existe une lutte continuelle au sein des cartels : lutte pour les quotes-parts, développement de la capacité de production sans tenir compte des débouchés aux fins d'augmentation des quote-parts et d'une meilleure capacité de concurrence en cas de dissolution du cartel. Comme par suite de l'antagonisme entre toutes les bourgeoisies des différents pays à l'échelle internationale, ou n'en vient jamais à une fusion complète des entreprises réunies en un cartel international, c'est cette forme de concurrence qui a la plus grande importance au sein du monopole horizontal international.

b) Lorsque la formation du monopole a progressé jusqu'à une complète fusion, cette concurrence disparaît comme c'est parfois le cas chez certains monopoles nationaux ; mais cela ne signifie nullement la fin de la concurrence en général. Il surgit de nouvelles formes de concurrence :

1. Le même but peut être atteint par l'emploi de marchandises diverses. On peut chauffer avec du charbon, du pétrole, du bois, de la tourbe ; on peut construire avec de l'acier, des briques, du ciment ou du bois ; on peut voyager avec le chemin de fer, l'automobile, l'avion, etc. L'existence d'un monopole complet ne signifie par conséquent nullement la possibilité de déterminer arbitrairement les prix, elle ne signifie pas la suppression de toute concurrence puisque, entre les producteurs de marchandises qui peuvent servir au

même but, la concurrence, lors d'un monopole complet, subsiste dans chacune des diverses branches.

2. Comme dans l'ordre social capitaliste la force de consommation resterait toujours inférieure à la force de production, même si toutes les sortes de marchandises étaient produites et vendues par des monopoles, la concurrence subsisterait pour la plus grande partie du marché, pour la marchandise préférée. Nous voyons « cette lutte pour la consommation » dans son développement maximum aux Etats-Unis d'Amérique où la formation des monopoles est la plus avancée. Les fabricants d'automobiles américains proclament qu'il faut que chaque Américain ait sa propre auto, alors que l'industrie du bâtiment veut diriger la consommation dans la direction de logements meilleurs; les producteurs de pommes font de l'agitation en faveur de la consommation des pommes, etc. Il est tout à fait évident qu'on n'agit pas seulement sur la consommation par la réclame, mais aussi par des réductions de prix; c'est-à-dire que la concurrence existe malgré les monopoles.

3. Quoique la création d'entreprises concurrentes face aux monopoles existants soit rendue difficile par la fusion du capital bancaire avec le capital industriel en capital financier et bien qu'il soit extrêmement difficile, dans de nombreuses branches sans capital bancaire, de réunir le capital nécessaire à l'édification d'une nouvelle entreprise capable de concurrence, nous voyons que des organisations monopolistes fondent des entreprises concurrentes dans le domaine d'autres monopoles, par exemple la liquéfaction du charbon et la production de l'azote par l'industrie du fer en Allemagne; l'ingérence de l'I.G. dans la métallurgie. Seul un trust général international tel que se le représentent les partisans de la théorie du capitalisme organisé, c'est-à-dire une fusion de toutes les entreprises capitalistes de toutes sortes pourrait supprimer complètement la concurrence.

Mais si nous développons logiquement cette perspective irréaliste, il en ressort que :

a) Ceci serait bien une société de classe mais plus un capitalisme, car à la circulation des marchandises se substituerait la répartition de la force de travail et des biens.

b) Une société de ce genre implique une aggravation des antagonismes de classes telle qu'elle ne pourrait qu'en amener la chute au cours même de son développement comme Lénine l'a déjà souligné face à Boukharine.

c) Même si nous faisons l'hypothèse — et c'est une hypothèse irréaliste — que la concurrence est complètement supprimée dans les limites d'un pays par la formation du monopole, la concurrence continuerait encore à exister sur le marché mondial dans son ancien sens, c'est-à-dire la concurrence sous la forme d'une réduction réciproque des prix par les monopoles nationaux.

Les monopoles nationaux constituent une exception jusqu'à maintenant. Tout le monde sait que les droits de douane des cartels, et d'une façon générale la domination de la politique économique des différents Etats par les organisations monopolistes nationales fournissent à ceux-ci la possibilité de réaliser à l'intérieur du pays des surprofits dont ils sacrifient une partie pour la conquête d'une part plus grande du marché mondial: ils vendent sur le marché mondial au-dessous du prix de production, souvent aussi au-dessous du prix de revient afin de mieux utiliser leur capacité de production et de ne pas se laisser constituer sur le marché intérieur des stocks excédents de marchandises.

Nous voyons donc que malgré le haut degré de formation monopoliste atteint par le capitalisme actuel, on ne saurait parler d'une suppression de la concurrence. Même si chaque sorte de production était contrôlée par des organisations monopolistes, ces monopoles seraient nécessairement en lutte de concurrence réciproque et en faisant remarquer qu'un certain besoin est satisfait par l'emploi de leurs marchandises et non pas par la substitution d'une marchandise produite par un autre monopole et parmi les diverses possibilités d'emploi du revenu il faut préférer l'achat de leurs marchandises.

Nous voyons donc, avec quelle justesse Lénine aussi — contre Boukharine — a souligné que les monopoles ne suppriment nullement la concurrence. Il dit dans l'*Impérialisme, dernière étape du capitalisme* (pages 93-94) :

« Nous voyons qu'au même moment le monopole issu de la libre concurrence ne l'écarte pas, mais co-existe avec elle au-dessus d'elle, engendrant ainsi diverses contradictions, très profondes et très grandes, provoquant des frottements et des conflits. »

Formation monopoliste et économie rationnelle

Comme nous l'avons vu, les social-démocrates attendent du développement des éléments du capitalisme organisé la maîtrise de l'anarchie de la production, « la substitution au principe capitaliste de la libre concurrence du principe socialiste de la production rationnelle »; car une fois que la production dans le monopole est réunie dans une seule main, il existe la possibilité d'adapter la production aux besoins. Or cette possibilité ne signifie encore nullement une économie rationnelle mais au contraire une adaptation unilatérale de la production à la demande anarchique, alors qu'une économie rationnelle signifie une adaptation réciproque de la production et de la consommation.

Cela veut dire aussi que dans ce qu'on appelle le capitalisme organisé, c'est-à-dire dans le capitalisme largement dominé par des monopoles, les crises ne peuvent être supprimées. Lénine l'a déjà indiqué avec beaucoup de force :

« Que les cartels écartent les crises, ce n'est là qu'un conte à dormir debout d'économistes nationaux bourgeois... Au contraire, le monopole, en se créant dans certaines branches d'industrie, augmente et intensifie le chaos propre à l'ensemble de la production capitaliste. » (*Impérialisme*, page 26.)

Les crises peuvent être modifiées dans leur caractère dans la mesure où, grâce à l'existence des monopoles et de la liaison directe entre les producteurs et les derniers consommateurs, en supprimant largement le capital commercial, on n'entasse plus dans la même sphère de circulation des stocks invendables de marchandises produites par les monopoles et dans la mesure où la production peut être adaptée plus rapidement à la demande. De là aussi pas de liquidation des stocks de marchandises produites au delà des besoins sociaux au moyen d'une brusque chute des prix qui réduise toute la somme des prix des marchandises comme dans les cycles du capitalisme classique: moins de banqueroutes, moins d'effondrements d'entreprises géantes.

Mais cela ne signifie nullement que c'est une économie rationnelle et que les crises sont écartées. Si nous entendons par crise une contrainte provoquée par l'impossibilité de vendre les marchandises pour arriver à une large diminution de la production qui est naturellement liée à un congédiement en masse des ouvriers, il est manifeste que l'on ne saurait parler pour l'instant d'un « capital organisé » au sens de la suppression des crises par les monopoles. Il suffit de considérer la courbe de production de l'ensemble de l'industrie des Etats-Unis ou de certaines branches industrielles complètement monopolisées pour voir qu'on ne saurait parler d'une marche rationnelle de la production, d'une suppression des crises dans le sens que nous lui donnons.

Mais un large développement de la monopolisation de l'économie capitaliste ne conduirait pas non plus à une économie rationnelle sans crises. Cela pourrait — en liaison avec un large développement de la statistique — supprimer la disproportion entre les diverses branches de production comme une raison de la crise, mais nullement faire disparaître la contradiction entre la force de consommation limitée de la société étant donné les rapports antagoniques de distribution.

Capitalisme organisé et capitalisme d'Etat

La notion de capitalisme d'Etat est étroitement liée à celle de capitalisme organisé. L'importance économique de l'Etat devient de plus en plus grande. La base de ce développement est la tendance à la socialisation de la production qui est immanente au capitalisme. Lénine dit à ce sujet dans l'*Impérialisme*, page 24 :

« Dans son stade impérialiste, le capitalisme se rapproche étroitement de la socialisation la plus complète de la production. Il fait en quelque sorte entrer les capitalistes, contre leur volonté et sans qu'ils le sachent, dans un nouvel ordre social qui marque la transition entre la liberté de la concurrence et la socialisation de la production. Celle-ci devient sociale mais son appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre de personnes. »

L'essence du capitalisme d'Etat est l'effort pour surmonter d'une façon quelconque la contradiction entre la production qui se socialise et l'appropriation privée, en même temps que de préserver, face aux intérêts privés des divers capitalistes (monopoles) qui ne connaissent que la poursuite des profits aussi élevés que possible, l'ensemble des intérêts de la bourgeoisie comme classe, ou de ses couches déterminantes.

Plus les contradictions fondamentales du capitalisme surgissent brutalement, moins le mécanisme interne du capitalisme est capable de surmonter périodiquement ces contradictions, plus la politique et l'idéologie du « laissez-faire » disparaît et plus l'Etat passe au premier plan dans son rôle de régulateur de l'économie. (Parallèlement à l'Etat, les pays, les villes, les communes jouent le même rôle, de là l'expression allemande « économie commune » (Gemeinwirtschaft). C'est pourquoi l'activité régulatrice de l'Etat atteint son maximum pendant ce qu'on appella le « socialisme de guerre » en Allemagne.

L'activité régulatrice de l'Etat change avec le caractère de la bourgeoisie qui détient le pouvoir par l'appareil d'Etat. Pendant longtemps, tant que le poids de la bourgeoisie organisée fut plus fort que celui des monopoles en plein essor, l'Etat essaya de contenir le processus de la formation des monopoles par des lois contre les cartels. Aujourd'hui, on n'entend plus de cette politique que quelques échos idéologiques attardés et impuissants : en réalité l'Etat est dominé par les monopoles. L'Etat fait sa politique économique extérieure — droits de douane, traités de commerce, politique coloniale, guerres, d'après les oukases des monopoles.

Lorsque les intérêts de divers monopoles sont contradictoires dans la politique économique de l'Etat, c'est le plus fort monopole qui l'emporte. (Tout le monde sait que le traité de commerce franco-allemand ne put être conclu que lorsque les cartels français et allemands du fer et de l'acier furent arrivés à une entente; que dans le traité de commerce germano-japonais on incorpora un contrat privé de l'I.G. avec le gouvernement japonais, etc.). L'Etat lui-même qui joue également un grand rôle comme propriétaire d'entreprises exploitées de façon capitaliste entre avec ces entreprises dans des cartels (cartel allemand de la potasse, Anglo-Persian-Oil, etc.).

En politique intérieure, l'Etat est souvent obligé, dans l'intérêt de la domination de la bourgeoisie comme classe, de s'opposer à la soif de profit des différents capitalistes. Ceux-ci s'en ressentent d'autant plus fortement que la bourgeoisie se sent plus assurée dans sa domination de classe. De là la position discordante de la bourgeoisie à l'égard du capitalisme d'Etat.

Le capitalisme organisé, l'Etat social et la démocratie économique

Les concepts de l'« Etat social » et de la démocratie économique sont étroitement liés au concept du capitalisme organisé. On sait que les réformistes prétendent que l'Etat d'aujourd'hui n'est pas un instrument de la dictature de la bourgeoisie, mais un Etat social. On se réfère surtout aux réalisations de politique sociale de l'Etat bourgeois.

Les réformistes trompent les masses en présentant l'activité de l'Etat en politique sociale comme le souci qu'aurait l'Etat « placé au-dessus des classes » vis-à-vis des masses travailleuses. En réalité toute la politique sociale de l'Etat sert les intérêts de la bourgeoisie. Dans quatre directions :

a) Elle essaie d'empêcher une exploitation sans limite de la classe ouvrière qui conduirait à l'usure prématurée des ouvriers, à la dégénérescence et à l'extermination de la classe ouvrière, base indispensable de l'utilisation de l'ensemble du capital (interdiction du travail des enfants et du travail de nuit des femmes, limitation du temps de travail.)

b) Elle essaie par des indemnités (chômage, maladies, etc.) d'atténuer la révolte contre le régime capitaliste des masses exploitées, asservies, jetées sur le pavé par le capitalisme. Dans ce sens, la politique sociale sert à la défense de la domination de la classe bourgeoise.

Ce n'est pas par hasard que dans les pays et périodes où il était encore possible à la bourgeoisie de corrompre avec ses surprofits des milieux assez larges de l'aristocratie ouvrière afin d'assurer sa domination de classe, il n'y avait pas d'assurances contre le chômage ou d'autre nature, comme c'est le cas jusqu'à aujourd'hui dans les Etats-Unis d'Amérique.

c) Ce qui apparaît sous le costume de la « politique sociale » c'est dans plusieurs de ses aspects (l'arbitrage obligatoire) une politique d'incitement antiouvrière : L'Etat se place devant les capitalistes dans une attitude de protecteur dictatorial afin d'empêcher le prolétariat de faire triompher ses revendications par l'arme de la grève; c'est un élément de fascisation.

d) Enfin l'attribution aux réformistes de postes bien payés dans tout l'appareil de politique sociale sert à la corruption personnelle des cadres réformistes, signifie l'interprétation de l'appareil d'Etat par les dirigeants réformistes et constitue une méthode importante pour combattre le mouvement révolutionnaire.

Au capitalisme d'Etat appartient aussi ce qu'on appelle « la démocratie économique ».

« La démocratie économique — a dit Hilferding à Kiel — c'est la subordination des intérêts économiques privés à l'intérêt social. »

Or, nous avons vu que le capitalisme d'Etat en réalité signifie la subordination partielle des intérêts économiques du capitaliste individuel à l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie que l'on baptise d'« intérêt social ». La fourberie des réformistes consiste à faire croire qu'il y a dans le capitalisme un intérêt général, autre que l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie comme classe. Les choses les plus hétéroclites : participation à la direction des organisations monopolistes au moyen de l'institution par l'Etat de conseils composés de capitalistes, d'ouvriers et de consommateurs (Otto Bauer); influence sur la politique économique par la participation des partis socialistes au gouvernement; démocratie économique dans la voie des syndicats et des conseils d'entreprises; participation des ouvriers au bénéfice des capitalistes sous la forme de participation de bénéfices, actions ouvrières, etc.; évincement du capital par la concentration des économies des ouvriers dans des coopératives, usines ouvrières, etc., tout cela est présenté comme autant de moyens de réaliser la démocratie économique.

Il est tout à fait évident que tant que subsiste la domination de la bourgeoisie on ne saurait parler d'une influence des ouvriers sur l'économie. La théorie de la démocratie économique — tout comme la théorie des partisans de Brandler sur le « contrôle de la production » ne sert, dans les situations révolutionnaires non aiguës, qu'à mettre des obstacles sur le chemin de la lutte révolutionnaire des ouvriers.

Le « capitalisme organisé » et le superimpérialisme

Sur le caractère du capitalisme actuel que Lénine appelle « capitalisme monopoliste » et que les bourgeois et social-démocrates nomment « capitalisme organisé » trois points de vue s'opposent : ceux de Lénine, de Boukharine et des réformistes.

La thèse de Lénine, exprimée le plus brièvement possible, est la suivante : Les monopoles ne font pas disparaître la concurrence, ils n'introduisent aucune rationalité dans l'économie, ils ne suppriment pas les crises. Ils accentuent les contradictions internes et externes et conduisent au renversement de la bourgeoisie avec ou sans liaison avec les guerres extérieures, bien longtemps avant que le développement en une fusion mondiale des capitaux financiers dispersés nationalement aient atteint leur but. Le capitalisme monopoliste contient de forts éléments de pourriture et il n'est nullement une forme « meilleure » du capitalisme ainsi que le prétendent les réformistes du « capitalisme organisé ». Mais c'est la « forme supérieure du capitalisme » en ce sens que c'est dans son sein que mûrissent complètement les prémisses de sa chute et que la révolution prolétarienne est posée comme une tâche historique actuelle.

Voici la thèse de Boukharine : Les monopoles font disparaître la concurrence au sein d'un territoire économique d'un Etat et mettent de la rationalité dans l'économie intérieure (12). Ils atténuent les contradictions économiques du capitalisme au sein du territoire économique d'un Etat mais en aggravent les antagonismes extérieurs, la lutte pour les débouchés et les colonies, ils amènent fatalement de nouvelles guerres, et par la transformation de celles-ci en guerres civiles le capitalisme est renversé.

La thèse des réformistes est la suivante : Dans le capitalisme organisé, la concurrence est détruite, l'économie prend une forme rationnelle, les crises disparaissent. Le capitalisme organisé crée une forme nouvelle, meilleure, du capitalisme grâce à laquelle celui-ci connaîtra encore une essor de longue durée. Les antagonismes intérieurs et extérieurs s'atténuent. L'Etat devient l'Etat social. Dans la voie de la démocratie, la classe ouvrière conquiert de l'influence dans l'Etat par ses partis politiques (les réformistes seuls ou en coalition avec les bourgeois participent au gouvernement), par la démocratie économique sur la direction de l'économie et sur la répartition de la plus-value (13). L'interpénétration inter-

nationale du capital (cartels, trusts) atténue les antagonismes inter-impérialistes, crée la base économique du superimpérialisme dont l'organe placé au-dessus des Etats est la Société des Nations.

Déjà de nos explications précédentes il ressort clairement que le point de vue du camarade Boukharine est erroné et que sa façon de voir marque certains éléments communs avec la théorie des réformistes.

Le point de vue du camarade Boukharine, en ce qui concerne la diminution des antagonismes économiques internes du capitalisme dans les pays pris isolément, est erroné, car si par la formation des monopoles le nombre des entreprises capitalistes qui se combattent entre elles diminue (ce qui amène par conséquent une diminution en nombre des éléments économiques concurrents), par contre, l'antagonisme s'aggrave entre les entreprises monopolistes qui réalisent un dividende monopoliste et la grande masse des petits capitalistes inorganisés-dont les dividendes sont ramenés en dessous de la moyenne par les monopoles et dont l'existence même est subordonnée aux monopoles; en outre, la contradiction entre la force de consommation de la société et de la capacité de production des entreprises monopolistes rationalisées, la contradiction entre les possibilités de la production et de la réalisation entre la production socialisée et l'appropriation privée s'accroissent fatalement de façon continue; par suite aussi l'antagonisme entre la classe ouvrière dans sa masse totale et la bourgeoisie monopoliste devient de plus en plus aigu et peut amener, même sans guerres extérieures, des situations révolutionnaires aiguës et le renversement de la bourgeoisie.

Les réformistes édifient sur la théorie du capitalisme organisé la théorie du superimpérialisme. L'enchevêtrement international du capital enlève aux guerres dans le capitalisme son terrain économique. Seuls des Etats qui se soustraient à l'emprise du capitalisme organisé et qui représentent, comme l'Union soviétique, suivant la conception de Kautsky, un stade inférieur de développement du capitalisme, « un mauvais capitalisme », pourraient être dangereux pour la paix. C'est pourquoi il faut créer pour assurer la paix un organe au-dessus des Etats, la Société des Nations.

Dans notre milieu, il n'est point besoin de s'occuper sérieusement de cette théorie mensongère. L'inégalité de développement démolit toute tentative d'organisation du capitalisme dominant les Etats. Seul un capitalisme complètement pourri où il n'y aurait ni progrès technique ni accumulation, c'est-à-dire un capitalisme stationnaire dans son développement économique et végétant sur la base de la simple reproduction pourrait se donner une organisation placée au-dessus des Etats. Mais tant qu'il y aura un progrès technique, tant que par le progrès technique de nouvelles matières premières acquerront une importance décisive et que de nouveaux centres industriels supplanteront les anciens, il y aura inégalité de développement économique. Or, sur une base économique se développant inégalement on ne peut édifier une organisation internationale permanente au-dessus des Etats, sinon par la violence, au moyen de l'assujettissement des puissances les plus faibles par les puissances impérialistes momentanément les plus fortes, c'est-à-dire en contradiction complète avec la théorie du superimpérialisme...

Nous en sommes arrivés ainsi à la question du développement futur du capitalisme. La question principale se pose: Peut-on imaginer que la formation des monopoles peut ou ne peut pas se poursuivre jusqu'à la création d'un trust international général? A Boukharine qui affirme cette possibilité, Lénine donne la réponse suivante (dans la préface peu connue à l'ouvrage de Boukharine: *Economie mondiale et impérialisme*, en russe):

« Si l'on en juge de façon abstraite, théorique, en peut arriver à la conclusion que le temps n'est plus éloigné de l'union mondiale de ces magnats du capital en un trust mondial unifié qui transforme la concurrence et la lutte des capitaux financiers divisés par Etats en un capital financier international unifié...

Il n'est pas douteux que le développement se poursuit dans cette direction vers un trust unique mondial absorbant toutes les entreprises sans exception, tous les Etats sans exception. Mais le développement dans cette direction se produit dans de telles circonstances, à un tel rythme, au milieu de telles contradictions, de tels conflits et ébranlements — et nullement de caractère économique seulement, mais aussi de caractère politique national, etc. — qu'inévitablement avant qu'on en arrive à l'union « ultraimpérialiste » mondiale des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devra nécessairement éclater et le capitalisme se transformer en son contraire. »

Par cette critique du point de vue qui prétend qu'il existe une possibilité d'un capitalisme unique et sans concurrence au sein d'un pays (Boukharine) ou à l'échelle mondiale (social-démocrates), Lénine a fait aussi la critique de tout le superimpérialisme édifié sur la théorie réformiste du capitalisme organisé. Ainsi n'avons-nous pas besoin d'y ajouter quoi que ce soit.

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La crise générale du capitalisme n'a ni « avant », ni « après », ni « cause », ni « conséquence » (page 3)
- Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2020 (page 5)
- Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? (page 7)
 - Le concept de crise
 - La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste
 - La conception erronée d'un capitalisme organisé
 - L'appauvrissement du capitalisme au début de la première crise
 - La découverte de la modernisation du capitalisme
 - La seconde crise générale du capitalisme
 - La révolution mondiale comme réponse
- La violence armée à Dijon de juin 2020, débâcle de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle (page 30)

JUN 2020

3

en pdf téléchargeable